



HAL
open science

Le discours conspirationniste stalinien : l'exemple de la Pravda en 1930

Vanessa Voisin

► **To cite this version:**

Vanessa Voisin. Le discours conspirationniste stalinien : l'exemple de la Pravda en 1930. 2004. halshs-00004514

HAL Id: halshs-00004514

<https://shs.hal.science/halshs-00004514>

Preprint submitted on 31 Aug 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE DISCOURS CONSPIRATIONNISTE STALINIEN :

L'EXEMPLE DE LA PRAVDA EN 1930 ¹

Chaque société possède ses mythes, à travers lesquels ses membres communient et forgent leur identité. Les nôtres elles mêmes, quoique nées du triomphe du rationalisme et du positivisme sur la « pensée primitive », ont vu se multiplier les mythes destinés à combler l'inquiétude générée par la perte des certitudes :

« L'ancien régime était un monde de vérités stables et donc de certitudes, même quand les esprits étaient flous (...). Descartes le premier avait érigé le doute en vertu et préféré à l'objectivité postulée d'une vérité reçue, le critère subjectif de l'évidence personnelle. La science moderne s'appuiera sur l'expérience de laboratoire (...). Sur son idéal, on s'imaginera pouvoir construire des projets de sociétés scientifiquement conçus. Dans la réalité, la société existante se trouve livrée à elle-même, sans vérité transcendante, sans positivité universelle. A commencé avec la Révolution l'ère de l'incertain et de l'indécis. »²

Cet « incertain et indécis » a envahi le champ politique, avec l'avènement de la démocratie, de son jeu électoral, de l'alternance du pouvoir. C'est pourquoi le mythe impose sa présence dans la politique de la période contemporaine, en raison de son caractère « rassembleur et mobilisateur »³. Le Centre d'études et de recherches sur la mythographie politique de Toulouse a élaboré une définition synthétique du concept :

« Nous entendons par mythe tout récit, toute représentation, toute idée – avec leur nécessaire cortège d'images -, largement répandus et diffusés, transmis de génération en génération, qui donnent au groupe à la fois sa cohésion culturelle et sa cohérence morale (règle de conduite, sens de l'histoire).

[...] La fonction du mythe est de **dévoiler l'intelligibilité du monde et d'éclairer la route**, celle qui a été parcourue comme celle qui reste à parcourir. **Mémoire, le mythe est aussi guide pour l'action.**»⁴

Chaque pouvoir utilise des mythes pour mobiliser ses partisans : c'est le moment où le mythe devient public, largement diffusé. En un mot, il devient une « arme politique »⁵ véhiculant une forte charge affective venant enrichir, compléter le discours rationnel, qui est de règle depuis l'époque positiviste.

Les mythes politiques fonctionnent presque toujours par paires : un mythe positif (du côté de l'émetteur du discours) se voit mis en relief par un mythe négatif dénonçant les intentions obscures de l'adversaire. Ainsi, le jeune pouvoir communiste recourut-il dès son avènement à ces deux types de mythes⁶. Il s'agit en premier lieu du mythe du renouveau révolutionnaire, permettant de conférer à Octobre 1917 et à sa radicalité la signification d'une rupture, constructive et porteuse d'espoirs progressistes. Ce mythe positif s'accompagnait de ceux de l'« avenir radieux », et des « meilleurs représentants », commode justification de la substitution d'une dictature du Parti unique à la dictature du prolétariat. En contrepoint, le mythe du complot s'imposa dès l'origine comme le mythe négatif dominant : le 20 décembre 1917, un mois après le coup d'État, alors que le régime devait faire face à une grève des fonctionnaires qui durait depuis plusieurs semaines, Lenin fit part à Dzeržinskij de la nécessité d'organiser la « lutte contre les saboteurs contre-révolutionnaires »⁷. Le jour même était créée la VČK, Vserossijskaja Črezvyščajnaja Kommissia po

¹ Cette contribution reprend les idées développées dans la deuxième partie d'un DEA intitulé « Le mythe du complot en U.R.S.S.. Pouvoir, peur et société : 1928-1933 » soutenu par l'auteur de cette contribution en 2001 à l'Université Paris IV, sous la direction de M. le Professeur Francis Conte.

² *Le complot* (actes du VII colloque international, les 23 et 24 novembre 1991 à la Sorbonne, dans le cadre de l'École pratique des Hautes Études, présidé par Émile POULAT, EHESS et CNRS) in *Politica Hermetica*, n°6, 1992, L'Age d'Homme, Paris, p.9.

³ CARBONNELL (C.-O.), « Mythes et mythologies politiques. Approche d'une définition et d'une typologie », in Centre d'études et de recherches sur la mythographie politique, *Mythes et Politique*, Toulouse, 1991.

⁴ CARBONELL (C.-O.), 1991, p.10. C'est nous qui soulignons.

⁵ LEVANDOVSKIJ (Aleksandr), « Oružije mifa : mif kak instrument legitimacii vlasti v Rossii », dans *Svobodnaja Mysl'*-XXI, n°2, 2001, pp. 102-118

⁶ LEVANDOVSKIJ (Aleksandr), *ibidem*.

⁷ FEL'ŠTINSKIJ (Ju. G.), *VČK-GPU. Dokumenty i materialy*, Moskva, Izdatel'stvo Gumanitarnoj Literatury, 1995, p.4.

bor'be s kontrevoljuciej, spekuljaciej i sabotazem (la Commission extraordinaire panrusse de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage). La façon dont Lenin suggérait à son destinataire de présenter cette décision indiquait déjà une volonté de justifier la violence par la menace du complot⁸ :

« Concernant votre rapport d'aujourd'hui, ne serait-il pas possible de composer un décret avec un préambule du genre : **la bourgeoisie** s'apprête à commettre les crimes les plus abominables, en recrutant la lie de la société pour organiser des émeutes. **Les complices de la bourgeoisie, notamment les hauts fonctionnaires, les cadres des banques, etc.**, font du sabotage et organisent des grèves **pour miner les mesures du gouvernement destinées à mettre en œuvre la transformation socialiste de la société**. La bourgeoisie ne recule pas devant le sabotage du ravitaillement, condamnant ainsi des millions d'hommes à la famine. Des mesures exceptionnelles doivent être prises pour lutter contre les saboteurs et les contre-révolutionnaires. En conséquence, le Conseil des commissaires du peuple décrète... »

De façon similaire, les premières expériences de procès-spectacles à visée « pédagogique »⁹ furent entreprises dès 1922, en mars contre les opposants à la campagne de confiscation des objets du culte et pendant l'été contre les socialistes révolutionnaires¹⁰. Les archives révèlent l'intention des plus hauts dirigeants (Lenin et Trockij) d'utiliser ces parodies de justice pour entretenir l'ardeur révolutionnaire.

Toutefois, la période de la NEP marque globalement un certain retrait mythologique : période de composition nécessaire avec des éléments « petits-bourgeois » (dans l'économie comme dans la culture), elle se caractérise par un triomphe relatif du bon sens qui, selon les spécialistes de la mythographie politique, est « antimythologique par essence »¹¹. La défaite du clan boukharinien au Politburo en 1927-28 consacra la fin de cette période de modération et le retour en force des discours révolutionnaires, ainsi que de celui sur le complot. Précisons ce concept : le complot consiste en « l'action illégale d'un petit groupe d'individus agissant en secret dans le but de réaliser un renversement du cours de l'histoire, comme par exemple le renversement d'un gouvernement. La théorie du complot, c'est la tentative d'expliquer un événement, ou une série d'événements, comme résultant d'un complot. Enfin, le conspirationnisme en tant que mentalité interprète tous les événements par l'intermédiaire du prisme du complot ». Georges Enteen ajoute : « pour les personnes possédant cette mentalité, le complot constitue l'unique modèle de changement historique, et la théorie du complot – l'unique forme d'explication historique »¹². C'est pourquoi il apparaît plus pertinent de parler de « mythe du complot » que de « théorie du complot », cette dernière suggérant un fondement rationnel, scientifique à l'opposé de la mentalité conspirationniste.

L'omniprésence de ce mythe dans le discours officiel du Grand Tournant (1928-1933) révèle ainsi, au-delà d'intentions politiques, voire politiciennes, conjoncturelles, une « mentalité » à part entière, laquelle à son tour permet de discerner une vision spécifique de la société russe par le pouvoir stalinien. Cette conception est propre à un complot, une minorité conspiratrice parvenue au pouvoir ; elle relève moins de la connaissance objective scientifique, que du fantasme, de la « mythification ». Ce terme apparaît d'autant plus approprié qu'il évoque, outre la perte de contact avec la réalité, une volonté consciente de tromper l'autre. De fait, le discours stalinien tel qu'il se présente dans la *Pravda* du Grand Tournant vise à mythifier la réalité objective.

La présente contribution s'attachera donc aux raisons permettant d'expliquer l'omniprésence du discours conspirationniste pendant la plus grande phase de *specedstvo*, c'est-à-dire de répression des « vieux spécialistes », en 1930¹³ : quelle vision de la société suppose-t-il, et quel projet politique sert-il ?

⁸ WERTH (N.), « Un État contre son peuple », dans *Le Livre noir du communisme*, Éditions Robert Laffont, Paris, 1997, p.68.

⁹ La dimension « pédagogique » du procès spectacle soviétique a été remarquablement mise en évidence dans les années 1970 par Annie KRIEGLER : KRIEGLER (Annie), *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, « Idées », 1972

¹⁰ N. WERTH, « Sur les grands procès en Union soviétique », in Emmanuel LE ROY LADURIE (dir.), *Les Grands Procès politiques*, Éditions du Rocher, 2002, pp.81-98.

¹¹ LEVANDOVSKIJ (Aleksandr), *op. cit.*, p.108. et ENTEEN (Georges), « Teorii zagovorov I konspirativiskij mentalitet », in *Novaja I novejšaja Istorija*, n°1, 2000, pp. 69-80

¹² ENTEEN (Georges), *op. cit.*, p.69.

¹³ 1930 est également l'année de lancement de la collectivisation forcée et de la dékoulakisation « systématique », qui ont, elles aussi, abondamment utilisé la rhétorique conspirationniste. La brièveté du présent article ne permet pas l'exploration approfondie de thème ; nous nous sommes donc délibérément limités à la question des « vieux spécialistes » et de son cadre général.

L'étude d'un mythe implique l'analyse de sa structure, mais aussi de ses images motrices (C.-O. Carboneau parle du « cortège d'images » des mythes) destinées à persuader. Il faudra donc se tourner vers deux types de sources : d'une part les documents émanant du pouvoir, notamment la correspondance des dirigeants, qui permettent l'étude de cette mentalité et de la vision de la société soviétique qu'elle génère, et de l'autre l'instrument de la diffusion du mythe et de ses images dans la société. La *Pravda*, en tant que quotidien officiel le plus lu de l'époque, constitue une source précieuse, en particulier lors de l'année 1930, particulièrement riche en « affaires » fabriquées.

I] Le discours conspirationniste : un discours de l'impuissance

La compréhension de ce discours exige une analyse anthropologique du système de représentations dans lequel il vient s'inscrire. Pour pouvoir remplir son rôle, c'est-à-dire expliquer, rassembler et mobiliser, sans choquer son destinataire par son invraisemblance, le mythe du complot requiert un contexte idéologique approprié. Impliquant une vision du monde spécifique, il ne doit pas être contredit par des signes extérieurs à ce système. Le mythe exige donc d'être replacé au cœur du système mental qui l'abrite, puis d'être déconstruit afin de révéler ses grandes articulations. Enfin, il faudra attacher une attention toute particulière à un aspect fondamental de n'importe quel mythe : son enveloppe formelle (images, slogans, mise en scène, etc....) indispensable à la communication efficace de son contenu¹⁴.

La structure du mythe

Si les complots sont apparus en même temps que l'organisation sociale de la vie humaine, les théories conspirationnistes tirent leur origine d'une époque beaucoup plus récente (fin du XVIII^e siècle). Le terme de « conspirationnisme » désigne une vision totalisante de l'histoire humaine, où chaque événement, même le plus mystérieux, trouve une explication dans le cadre de l'affrontement de deux entités opposées. Les analyses de ce mythe ont déterminé l'unicité du schéma qui le structure : quels que soient le groupe accusé de complot et les buts qu'on lui attribue, le modèle du fantasme demeure identique dans ses présupposés philosophiques et son fonctionnement interne. Son trait essentiel est la recherche d'une « causalité première et unique ».

En effet, ces théories sont fondées sur ce que Lévy-Bruhl baptisait en 1923 *La Mentalité Primitive*, et qu'on préfère aujourd'hui, afin d'éviter l'écueil ethnocentriste, appeler « pensée mythique ». Il s'agit d'une forme de raisonnement inverse de celle de l'esprit scientifique, qui utilise les capacités logiques de l'entendement dans le cadre de croyances préétablies¹⁵. La pensée mythique n'est donc pas prélogique – bien au contraire, elle est hyperlogique – mais préscientifique¹⁶. Elle se rapproche ainsi fortement de l'animisme, lequel postule que le monde, y compris le devenir humain, est régi par des « influences » invisibles, bienveillantes ou hostiles, qui sont dotées d'un pouvoir réel au même titre que les êtres vivants. Dans une société préscientifique, ce type de croyances vise à expliquer le fonctionnement des forces de la nature, des maladies, etc....Il entraîne par ailleurs la conviction que certains actes humains – en général imitatifs – peuvent provoquer ou **conjur**er les esprits responsables de ces phénomènes. Comme l'a montré Moshe Lewin dans une étude qui a fait date (*La formation du système soviétique*, 1985), la culture populaire russe jusqu'au XIX^e siècle compris s'apparente fortement à cette tournure d'esprit. La mentalité conspirationniste apparaît également hautement psychologique, dans le sens

¹⁴ On pourrait même dire que dans le mythe, l'image et l'idée sont intrinsèquement liées.

¹⁵ Le ressentiment contre les prétendus ennemis « prend toujours une forme logique, il est basé sur un raisonnement qui, loin d'être confus, obéit à certaines règles et conduit à un système organisé d'idées. Il [...]ne contient aucune interprétation qui contredise le sens commun [...] d'une société à un instant donné. C'est seulement la grande rigidité des notions et la circularité de l'argumentation, que nous reconnaissons par son caractère répétitif, qui nous conduit à suspecter la présence d'un biais basé sur des affects [...], affects profondément enracinés dans le passé de l'individu et du groupe. » (MOSCOVICI, Serge, « The Conspiracy mentality », dans *Changing Conceptions of Conspiracy*, 1987).

¹⁶ POLIAKOV (LEON), « Causalité, démonologie et racisme. Retour à Lévy-Bruhl ? », dans TAGUIEFF (Pierre-André), *Les Protocoles des Sages de Sion*, vol.II, Paris, 1992, pp.417-456.

où ce sont des émotions qui déclenchent le processus d'explication totale du monde : confronté à l'inexplicable ou au désordre, l'homme a tendance à rechercher des causalités, le fait d'attribuer la responsabilité à un objet défini équivalant à une appropriation, une maîtrise de la situation perturbante.

Ainsi, **la pensée mythique ne conçoit pas les notions de hasard, d'aléatoire**. En l'occurrence, les théories du complot, fondées sur l'idée que des forces secrètes obscures manipulent le devenir historique, reposent paradoxalement sur un schéma limpide qui présuppose une extraordinaire « transparence » de l'action historique. Une causalité mécanique et linéaire dirige le sens de l'histoire :

« [...] tissé de paradoxes, le conspirationnisme est le fait d'hommes qui, d'une part, adhèrent à des vérités de foi, dogmatiques et inaccessibles à la raison, mais qui, d'autre part, ne cessent de vouloir rendre la réalité historique parfaitement transparente et les conduites humaines imparablement logiques »¹⁷.

La vision conspirationniste de l'histoire opère la synthèse inattendue de deux thèses modernes contradictoires, de deux modèles de la raison en activité : celle selon laquelle les hommes possèdent un pouvoir sur le cours de l'histoire – modèle de la raison volontaire capable de concevoir et de mettre en œuvre un programme rationnel (héritage cartésien) –, et celle selon laquelle les hommes ne sont que les instruments d'un mouvement ou d'une force supérieure (héritage hégélien) – modèle de la Raison « rusant » avec les hommes¹⁸. L'histoire est le fait d'une sorte de contre-Providence, gouvernée ni par Dieu, l'Esprit, ou les hommes, mais par **certains hommes**. Ceux-ci possèdent des facultés supérieures, qui permettent d'expliquer leur domination universelle et leur capacité de calcul inouïe. Ce sont des surhommes pourvus de tous les attributs du Diable chrétien (ruse, calcul, nature mauvaise, faculté d'aveugler les hommes ordinaires sur leur compte, etc.).

Les théories du complot reposent sur une double conviction : d'une part, la masse des êtres humains est délibérément dupée par une force secrète omniprésente et omnisciente. D'autre part, **l'apparent chaos historique masque la réalisation d'un plan** (profitable à la seule minorité des comploteurs). Il faut aussi souligner, parmi les ressorts psychologiques au centre de cette mentalité, la contemplation satisfaite d'elle-même, la jubilation et le sentiment de supériorité que confère la conviction de *savoir*, d'être l'un des rares à avoir percé à jour la conjuration. Le monde devient, sous un tel éclairage, le théâtre d'une lutte sans merci entre les « esprits mauvais » déguisés et la masse des naïfs, entre l'obscurité et la lumière. Bien sûr, les théories du complot présentent les choses de façon plus complexe : ainsi, les « naïfs », victimes de la ruse et du déguisement des conjurés, peuvent inconsciemment servir leurs intérêts, et il existe un groupe spécial de « naïfs » - ceux qui, précisément, ne le sont plus, et se trouvent investis de la mission d'ouvrir les yeux de leurs semblables. De la même façon, le groupe de l'ombre peut se diviser en initiés supérieurs manipulant des affidés tenus à l'écart des réels enjeux de la lutte¹⁹. Selon les anthropologues, **cette complexité à l'intérieur même d'un processus simplificateur participe de la fonction de séduction du mythe**. Elle viserait à stimuler l'imaginaire « policier » des individus.

L'analyse sociologique du conspirationnisme relie celui-ci aux périodes de troubles, d'incertitudes :

« l'état de crise qui porte à leur paroxysme les allégations de conspiration correspond à l'effondrement ou plutôt à la peur de l'effondrement du système de valeurs d'un groupe ou d'une société. D'où le sentiment de l'urgence d'une action destinée à conjurer cette peur »²⁰.

Les théories du complot surgissent donc lorsque l'ordre social établi vacille, que les certitudes sont ébranlées et que la peur du lendemain apparaît. « La catastrophe, c'est ce qui arrive à l'improviste ; le complot, c'est ce qui couve dans l'ombre. [...] C'est pourquoi le complot peut

¹⁷ RIHOIT (Xavier), « La théorie du complot, forme droitière de la paranoïa », dans *Le Choc du mois*, n°31, juillet-août 1990, p.27.

¹⁸ TAGUIEFF (P.-A.), « Questions préalables de méthode et d'interprétation », dans *Les Protocoles des Sages de Sion*, vol.I, pp.16-36.

¹⁹ Alain de Benoist distingue quatre types de théories conspirationnistes, dont la dernière consiste précisément à fantasmer des complots emboîtés : par exemple, le complot maçonnique serait manipulé en sous-main par le complot juif. Les trois autres types de théories sont, selon lui : 1) celles qui prêtent à des organisations ou des sociétés secrètes existantes des ambitions et des pouvoirs qu'elles ne possèdent pas, 2) celles qui imaginent de telles organisations, 3) celles qui combinent ces deux fantasmes. (« Psychologie de la théorie du complot », dans *Le complot*, 1992, pp.13-29)

²⁰ TOUATI-PAVAUX (C.), « La séduction de la conspiration. De la représentation de la réalité à la réalité de la représentation », in TAGUIEFF (Pierre-André), *Les Protocoles des Sages de Sion*, vol.II, Paris, 1992, p.510.

expliquer la catastrophe »²¹. Création profondément moderne, née des suites de la Révolution française et du reflux religieux des sociétés contemporaines, le conspirationnisme combine deux formes de mentalité *a priori* incompatibles : **la pensée mythique, qui croit** en une causalité immanente, en l'existence de forces invisibles antagonistes, et **l'esprit moderne en quête de preuves pour fonder ses inductions**. En se rencontrant, l'une et l'autre se déforment jusqu'à constituer un système d'interprétation du monde, absurde d'un point de vue extérieur, mais implacablement logique dans son fonctionnement interne.

Le conspirationnisme est donc lié à une situation d'anomie culturelle et de crise politique, sociale ou économique qu'il s'agit finalement de « conjurer » plus que de résoudre. Précisément, la fin de la NEP correspond à une période de difficultés pour le pouvoir communiste. Sur le plan international, l'attente, réduite peu à peu à un espoir ténu, d'une « révolution mondiale » se vit démentie : le pouvoir dut donc adapter sa politique et son discours. Au XV congrès du Parti (2-19 décembre 1927), l'invention par Stalin du « socialisme dans un seul pays », l'exclusion de Trotskij du Parti et son exil en Asie centrale concrétisèrent ce changement de voie. La radicalité des mesures décidées lors de cet important congrès (exclusion d'une centaine de membres importants de l'opposition dite trotskiste et vote de la planification de l'économie) s'explique par la position isolée de l'U.R.S.S. sur la scène diplomatique. La crispation des relations internationales depuis 1925, à la conférence de Locarno, où l'U.R.S.S. n'avait pas été invitée, avait abouti deux ans plus tard à la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, en mai, puis avec la France, en octobre²². Ne pouvant plus compter sur d'éventuels crédits de l'Occident, la direction soviétique se trouvait contrainte de tirer ces ressources du pays lui-même, un pays dont les pertes des guerres récentes avaient miné l'économie.

Or, si la NEP était parvenue à rétablir une vie économique relativement normale, elle accusait en 1927 un ralentissement : des prix agricoles élevés, dus à l'insuffisance de la production nationale, provoquaient à la fois un assèchement des ressources budgétaires de l'Etat et une baisse de niveau de vie des ouvriers (et des citoyens en général), quand il ne s'agissait pas de graves problèmes d'approvisionnement des villes. En outre, les paysans avaient davantage tendance à thésauriser, voire à retenir leur production une fois la fin de la NEP annoncée, qu'à consommer les biens produits par le secteur industriel. En un mot, l'économie se grippait, l'autosuffisance soviétique prenait des apparences de mirage, et ceci dans un contexte d'« encerclement capitaliste »²³. Les bolcheviks risquaient de perdre le soutien de leur base sociale²⁴.

C'est alors, dès 1927, que Stalin ressuscita le mythe du complot : « la crise des collectes » de l'hiver 1927-28 fut déchiffrée par le clan stalinien comme une manœuvre *koulak* et réglée par la voie répressive. Stalin se rendit en mission en Sibérie en janvier-février 1928 tandis que son bras droit, Molotov, se chargeait de l'Oural. La solution proposée consista à confisquer le blé par la force et relever de leurs fonctions, voire à exclure du Parti, de nombreux responsables locaux coupables « d'attendrissement » et de « collusion avec le *koulak* ». En agissant ainsi, ils contribuaient à installer un climat de tension extrême dans le pays. Bien plus, le point de vue stalinien sur les rythmes de collectivisation et d'industrialisation triomphait bientôt, grâce à la peur générée par l'« encerclement capitaliste » et le complot *koulak*. Dès avril 1929 (XVI conférence du Parti), la variante maximale du plan pour l'industrie était adoptée²⁵, tandis que le calendrier de collectivisation, promulgué le 5 janvier 1930, suivait le projet élaboré par une commission spéciale au cours du dernier trimestre de l'année 1929 : une collectivisation « immédiate, totale, forcée ».

²¹ POULAT (Émile), « L'esprit du complot », dans *Actes du VII colloque international...*, p.7.

²² Le gouvernement britannique rompit les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. après que les syndicats soviétiques eurent apporté une aide financière aux grévistes anglais (*Istorija Rossii, Izdatel'stvo Moskovskogo Universiteta*, 2003, p.438). L'ambassadeur soviétique à Paris, Rakovskij, fut expulsé en octobre 1927.

²³ Stalin le définit très clairement au XVI congrès du Parti : « L'encerclement capitaliste n'est pas un simple concept géographique. L'encerclement capitaliste signifie qu'il existe autour de l'U.R.S.S. des forces sociales hostiles, prêtes à soutenir nos ennemis de classe intérieurs et sur le plan moral, et sur le plan matériel, et par la voie du blocus financier, et, si l'occasion se présente, par la voie d'une intervention armée. »

²⁴ GETTY (John Arch) et NAUMOV (Oleg), *The Road to Terror*, New Haven / Londres, Yale University Press, 1999, chapitre I.

²⁵ Cette variante prévoyait une croissance annuelle de 136% pour la production industrielle, de 110% pour la productivité, et une baisse des coûts de production de 135%, tout en fixant l'achèvement des grands chantiers lancés en 1927-28 à l'année 1930 (centrale hydroélectrique du Dniepr, ligne de chemin de fer Turkestan-Sibérie...), cf. WERTH (Nicolas), *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 1990, chapitre IV.

Tout au long de cette période critique, le mythe du complot peupla largement la vie médiatique de l'Union soviétique : incapable d'assumer la responsabilité de la crise – car elle remettrait en question le bien-fondé de l'hégémonie communiste – le pouvoir se lança dans une quête des « vrais » responsables des dysfonctionnements. Selon une démarche conspirationniste exemplaire, il s'attacha à démasquer les forces obscures et clandestines oeuvrant sciemment à la ruine du pays et à appeler tous les honnêtes citoyens à l'assister (le texte fondateur de l'appel à la dénonciation date du 3 juin 1928, soit quinze jours à peine après le procès spectacle des accusés de Šahty à Moscou).

II] L'imaginaire conspirationniste stalinien

Les images motrices

De même que leur structure, l'imaginaire des théories du complot est identique, à quelques détails près, d'une théorie à une autre : il se construit autour de la thématique de la souillure. Dans ce cadre, l'image dominante est celle de l'ombre, qui se lit aussi bien comme métonymie du Mal que comme celle du sous-sol (secret), du caveau, de la crypte (images mortifères). La langue russe désigne d'ailleurs souvent les comploteurs comme les « hommes du sous-sol » (*podpol'nye ljudi*), et V. Papernyj souligne à juste titre que le premier procès médiatique de saboteurs fut le procès d'ingénieurs des mines²⁶. On y évoquait de « noirs desseins », des intentions « viles », « basses ». Les conjurés, surhumains diaboliques, craignent la lumière, perçue métaphoriquement comme révélateur du secret. Plus on s'approche du soleil, plus on s'approche des héros, tels que ceux de l'aviation soviétique. L'objectif de ces images est de susciter une peur teintée de mépris à l'encontre des conspirateurs. Le discours conspirationniste éveille ce sentiment par l'intermédiaire des métaphores : l'ombre symbolise le secret et les intentions inavouables, mais situe aussi l'action. Le monde souterrain est peuplé, dans l'imaginaire collectif, des créatures les plus immondes : des insectes grouillants et rampant aux morts-vivants de toutes sortes. La presse soviétique des années 1930 regorge de qualificatifs ou dénominations significatifs dont la violence croît au fil du temps : « agents de la bourgeoisie mondiale », « laquais des impérialistes », « le marais opportuniste »²⁷. Puis, en septembre 1930, lors de la révélation du complot des saboteurs de l'approvisionnement (voir *infra*) apparurent les leitmotivs suivants : « Écrasons sans pitié les sales saboteurs »²⁸. Les Procès de Moscou représentent l'acmé du discours vengeur, autour des appellations vindicatives de Vyšinskij : « A mort les chiens damnés » (procès de 1938).

C'est donc par le recours à un sentiment de peur primitif, la peur du danger rampant, de la menace souterraine, que le clan stalinien lança le « signal » d'arrêt de la Nouvelle Politique Economique. En effet, le premier des procès médiatisés de ce que l'on a parfois appelé la « Révolution stalinienne »²⁹, mit en scène des spécialistes de l'industrie d'extraction. Le procès des cinquante-trois accusés de l'« affaire de Šahty » qui s'ouvrit à Moscou le 18 mai 1928 est archétypique du mode de fonctionnement du discours stalinien de justification des grandes vagues de répression qui traversèrent les années 1928-53. Le communiqué du Procureur de la Cour Suprême de l'U.R.S.S., publié dans la *Pravda* du 10 mars 1928 (voir annexe 1), en offre un tableau saisissant. Le premier point essentiel est la mise en exergue de la clairvoyance de l'OGPU, présentée de surcroît comme proche des ouvriers (première phrase). La qualité et l'exemplarité sourcilleuse de l'enquête sont mentionnées à quatre reprises. De fait, il importait de rendre crédible l'incroyable affirmation de ce communiqué : on venait de découvrir une « organisation contre-révolutionnaire qui s'était fixé pour but de désorganiser et ruiner l'industrie houillère de la région » et dont le centre se trouvait.. à l'étranger. Tous les éléments d'un mythe du complot abouti sont présents : les dysfonctionnements – réels – sont parfaitement identifiés (« construction irrationnelle, dépense inutile du capital, abaissement de la qualité de production, hausse des prix de revient », etc.) mais, au lieu d'en rechercher les causes complexes et

²⁶ PAPERNYJ (V.), *Kul'tura 2*, Moscou, 1996, p.215.

²⁷ Ces expressions sont tirées de la *Pravda* des années 1928-1930.

²⁸ *Pravda*, 23 septembre 1930, p.3. Le terme russe, traduit ici par « sales », est en réalité beaucoup plus péjoratif : *gadina*, issu de la racine « gad », connote la souillure, la fange morale comme matérielle.

²⁹ GETTY et NAUMOV, *ibidem*.

profondes, le pouvoir préfère « découvrir » une cause unique – les intentions malfaisantes d'un groupe de capitalistes, c'est-à-dire d'ennemis.

Bien plus, la puissance de ces ennemis est elle-même fantasmée : à côté du « centre dirigeant », « se trouv[ant] à l'étranger et se compos[ant] d'anciens propriétaires capitalistes et d'actionnaires d'entreprises houillères du bassin du Donec » (allusion à la fois à des émigrés et à des actionnaires occidentaux), le complot « possède des liens étroits avec des agents isolés de certaines firmes industrielles allemandes et du contre-espionnage polonais ». Enfin, trait indispensable pour parachever ce « Grand Complot », l'organisation a réussi à retourner des Soviétiques à ses propres fins : « un groupe d'ingénieurs-spécialistes, de techniciens, de porions, et une série d'employés dont il est avéré qu'ils percevaient systématiquement une pension de leurs anciens patrons ainsi que des sommes spéciales de la part des agents de l'espionnage étranger, une grande partie d'entre eux ayant même été jadis des agents du contre-espionnage blanc ». L'ennemi extérieur est donc soutenu par un ennemi intérieur, dont cette première « affaire » nous indique déjà le visage : les ci-devant que le pouvoir a tolérés par nécessité (leurs compétences), mais dont la « biographie » reste entachée d'un passé douteux. Aux « vieux » spécialistes de l'industrie correspondaient, dans le monde culturel, les écrivains *popučiki* (« compagnons de route », c'est-à-dire collaborant avec le nouveau régime sans y adhérer, voire en le critiquant de façon voilée), qui furent inquiétés à la même période³⁰.

L'intérêt du Grand Complot aux ramifications lointaines tient à ce qu'il permet de créer l'idée d'une toute-puissance des conjurés, une omniprésence, et un génie machiavélique d'organisation. Si ce fut bien Stalin – sa correspondance avec Molotov, Menžinskij et d'autres le confirme – qui se trouva à l'initiative de cette fabrication en 1928-1933, la hantise du Grand Complot remonte au XVIII^e siècle. A l'époque, ce sont les francs-maçons qui furent accusés d'aspirer à la domination mondiale, dont la première étape aurait été la Révolution française. On citera ici les prétendues « confessions » de Cagliostro (disparu en 1795) publiées par l'Église, les affirmations d'Ernst von Göchhausen en Allemagne (1786), et surtout l'œuvre de l'abbé Augustin de Barruel (1779-1797)³¹. Par la suite, le thème fut repris mais l'ennemi changea de figure : l'annexe 2 montre un exemple de hantise du complot juif, ennemi idéal puisque différent et essaimé dans une diaspora internationale (sans oublier le « déicide »)³². Sur cette page de couverture des *Protocoles des Sages de Sion*, dont on notera avec intérêt qu'ils furent publiés par l'Office de Propagande nationale, l'ennemi juif présente un grand nombre de caractéristiques intéressantes, que l'on retrouve dans le discours stalinien sur l'ennemi de classe. Le fantôme du Grand Complot est représenté par la position dominante, voire possessive, de l'araignée juive sur le globe terrestre ; la notion de ramification se traduit dans les pattes de l'insecte. Mais surtout, l'ennemi est à demi animalisé : il garde une tête humaine – afin de permettre, grâce aux pseudo critères raciaux, de l'identifier (type sémitique) – mais est affublé d'un corps d'araignée. Cette hybridation fait de lui un monstre au sens propre, mais pas n'importe lequel : l'araignée est un insecte perçu comme répugnant dans les représentations courantes, en raison de son mode de sustentation (vider sa victime par aspiration) et de ce que le regard anthropocentrique assimile à du machiavélisme (tisser une toile patiemment pour piéger sa victime, la paralyser, puis la tuer lentement).

Symboliquement, les images graphiques employées pour désigner l'ennemi, voire le complot ennemi, réunissent fréquemment les idées de saleté et d'avidité. La soif de puissance des conjurés est représentée par une hydre à la mâchoire énorme, un vampire, une hyène, ou encore par l'araignée géante. La théorie du complot juif recourt également à l'image du « serpent symbolique », reprise par le pouvoir soviétique (annexe 3 : le « poing d'acier de Ežov » écrase le serpent de l'opposition). La caricature est un important vecteur de l'image de l'ennemi. Le dessin de l'annexe 4 (*Pravda* du 27 septembre 1930) emprunte à l'imaginaire du complot juif le symbole du vieillard aux mains griffues et au nez crochu, à l'aspect cupide. Mais il acquiert, dans le contexte de 1930, une signification nouvelle : la vieillesse de l'ennemi, terrassé par « l'éclair

³⁰ KEMP-WELCH (A.), *Stalin and the Literary Intelligentsia, 1928-1939*, Macmillan, 1991.

³¹ L'abbé de Barruel, ancien Jésuite, a fui la Révolution en émigrant en Angleterre. Sa hantise du complot date cependant de 1779, année où il débute la rédaction de son histoire du complot maçonnique en 4 tomes (*Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*). Celle-ci est traduite en neuf langues, dont le russe, dès 1812.

³² En 1806, ayant reçu une lettre d'un prétendu officier italien (G. Simonini) affirmant la responsabilité des Juifs dans le complot, l'abbé Barruel reconnaît que la conspiration maçonnique et jacobine est en réalité manipulée par un complot juif. Cf. ENTEEN (Georges), *op. cit.*, p.73.

révolutionnaire »³³, participe de l'antithèse ancien/nouveau (ci-devant contre nouveau révolutionnaire) que l'on retrouve dans le film *Staroje i Novoje* (en français : « La Ligne Générale ») d'Eisenstein (1929). Tout en opposant également l'ordre ancien, « archaïque », au dynamisme des constructeurs du nouveau monde, il choisit d'exploiter la variante de l'ennemi « repu ». Le script indique : « Et voilà le printemps, le printemps paysan. Certains labourent déjà. Quelle misère sans cheval ! Il va falloir supplier. » A ce moment, on voit l'héroïne Marfa Lapkina se rendre dans ce but chez le *koulak* du voisinage. Le tableau est saisissant : il possède une magnifique isba, un chien de garde gras et haineux, un bouc bien nourri, et le *koulak* lui-même dort sur un tas de foin dans l'étable, une pleine jarre de bière à côté de lui. Marfa le réveille : on le voit se redresser, gras, pourvu d'un double menton, et se servir une tasse du breuvage. « Le passé revient toujours », conclut le texte.

Le film, parfaitement contemporain, et pour cause, des procès spectaculaires du Grand Tournant, enrichit la stigmatisation de l'ennemi grâce au contraste affiché entre les héros de l'édification socialiste (mythe positif) et les exploités. La *Pravda* a souvent procédé de même : ainsi, la Une du 1^{er} octobre 1930, soit quelques jours à peine après la grande campagne médiatique contre les « saboteurs de l'approvisionnement », représente l'ouvrier de choc à sa chaîne de travail (annexe V). Elle concentre tous les thèmes précédemment évoqués. L'*udarnik*, imperturbable, dévide à vive allure un fil d'acier où se sont empêtrés les ennemis de l'industrialisation : le bureaucrate, le tire-au-flanc, et l'opportuniste. Cet étonnant raccourci du processus de criminalisation de la vie professionnelle met sur le même plan les « travers » psychologiques les plus banals et la faute politique d'opportunisme. Graphiquement, le traitement des personnages souligne la bonne santé de l'ouvrier modèle à l'aspect dégénéré des « parasites ». Enfin, tandis qu'en bas règne la discorde, la partie supérieure du dessin montre un ouvrier serein, travaillant sous l'égide du *promfinplan*, l'*udarničestvo*, et la *socsorevnovanije* (émulation socialiste).

Il importe de noter que la définition des « bons » et des « mauvais » (les comploteurs) n'avait initialement rien d'évident, de la part d'un pouvoir cultivant lui-même intensivement le secret et, surtout, issu de la clandestinité et du coup d'état.

L'inversion des valeurs

Lorsque les « comploteurs » accédèrent au pouvoir, il se produisit non pas un changement des valeurs – l'abandon des méthodes d'opacité et la mise en place d'une transparence démocratique – mais une inversion des valeurs. De positif, « nôtre », l'imaginaire du complot devint négatif, ennemi, « étranger » (*čuzdyj*). Le complot demeurait présent, mais changeait de camp, et il importait, pour le contrecarrer, d'organiser la protection du secret d'Etat.

Pour comprendre cette inversion de valeurs, il apparaît nécessaire de saisir la situation inédite du Parti après Octobre : de parti très minoritaire et étroitement surveillé par l'*ohrana* tsariste, puis finalement exclu de la Douma et interdit en novembre 1914, les bolcheviks passèrent au statut de guides de la jeune Union. Autrement dit, ils quittaient brutalement la clandestinité et le complot (leur activité légale de février à octobre se couronnant finalement par un coup d'état³⁴) au profit de la publicité et la visibilité d'un pouvoir officiel.

Dès lors, le signe attaché à la notion de complot changea de polarité : le lieu du pouvoir était certes conquis, mais sur quelle base de légitimité ? Les bolcheviks, conscients de la fragilité de leur position et suffisamment avertis des possibilités offertes par l'action clandestine organisée, se lancèrent dans une politique de répression massive de tout opposant potentiel. **De pratique, le complot devint mythe** : la note de Lenin citée en introduction illustre la façon dont les bolcheviks se mirent à interpréter toute manifestation d'opposition comme une action concertée (double occurrence du verbe « organiser », du terme « sabotage », notion de recrutement, de « complices »). L'existence réelle d'une opposition au jeune régime n'est bien sûr pas contestable,

³³ A d'autres endroits, l'OGPU est célébrée comme « le glaive de la révolution prolétarienne », ou encore « le gardien de la dictature du prolétariat » (*Pravda*, 23 septembre 1930, p.3.)

³⁴ L'insurrection d'Octobre fut décidée par une petite partie du comité central du Parti, réunie par Lenin le 10 octobre, et dirigée par le CMRP, comité militaire révolutionnaire de Petrograd, noyauté par les bolcheviks.

la guerre civile le démontre. Apparaissent contestables, en revanche, les idées d'organisation et d'omniprésence de cette opposition, et celle d'une intention de sabotage larvé.

Ainsi, la rhétorique conspirationniste caractéristique des années 1930 s'était esquissée dès les premiers jours du régime communiste. L'apparition dès 1918 de la Terreur rouge se justifiait donc, d'après Lenin lui-même, par le mythe du complot. Le « père de la révolution » expliqua aussi la violence d'État par la volonté de ne pas être en reste face à « l'initiative des masses », dont il interprétait la violence spontanée comme un acte de lutte contre la contre-révolution :

« Au début du mois de mai [1918] furent créés les tribunaux révolutionnaires. Et en juin, les premières répressions de masse s'abattirent sur les SR de droite et les mencheviks. Le mois suivant, les bolcheviks s'occupèrent du parti des SR de gauche. *La presse faisait état presque chaque jour de complots découverts* (CMQS). Mais même cette démesure ne satisfaisait pas Lenin. Lorsque, le 20 juin, on assassina à Petrograd le commissaire de la presse, de la propagande et de l'agitation V. Volodarskij, et que le Soviet de la ville omit de réagir en déclenchant la terreur rouge³⁵, Lenin s'en prit à Zinov'ev : « Nous sommes en train de nous compromettre : nous faisons planer la menace d'une terreur rouge jusque dans les résolutions du Sovdep, mais face aux faits, nous mettons un frein à l'initiative des masses, qui est pleinement légitime. C'est IN-AD-MIS-SI-BLE ! Les terroristes vont penser que nous sommes des lavettes. Nous traversons une période archi guerrière. Il faut encourager l'énergie et le caractère massif de la terreur contre les contre-révolutionnaires, en particulier à Piter [Saint-Pétersbourg], dont l'exemple est décisif. »³⁶

La connotation du secret, quant à elle, se dédoubla : érigé d'une part en mythe dans le cadre de la lecture stalinienne de l'histoire du Parti, celui-ci restait de l'autre d'actualité dans la mesure où il existait pour chaque citoyen soviétique « un devoir sacré de conserver le secret d'État »³⁷. De la même façon, on observe un changement significatif du discours sur le secret (annexe 6) : l'article « Conserver le secret d'Etat et du Parti » de la *Pravda* du 23 mars 1937 révèle la structure de ce concept. La « technique du complot » (I.5 et I.7) s'inscrit dans les pages « glorieuses » de la « tradition » partisane. L'insistance sur l'idée d'enracinement dans le passé et de filiation se retrouve, à la même époque, dans les articles fondateurs du culte de la personnalité de Stalin. Michel Heller et Aleksandr Nekrich ont mis en évidence le soin apporté à l'établissement d'une filiation Marx-Engels-Lenin-Stalin³⁸. Le rappel des heures héroïques du Parti vise par ailleurs à conforter les leaders bolcheviks dans leur image de représentants de la classe ouvrière : le sang versé par « dévotion à l'ouvrier » sert de substitut au sang de la filiation. Enfin, la continuité établie entre ce passé clandestin et le présent de la « construction triomphale du socialisme » légitime le pouvoir en place tout en sublimant son œuvre. L'héroïsation se présente d'ailleurs comme l'un des procédés majeurs de l'article : les conjurés sont des héros, loyaux à leur Parti et à leur Cause, et impavides devant l'ennemi. Contrairement aux « ennemis » actuels (I.24-26), leur action clandestine se définit en termes positifs, et les vils procédés appartiennent à l'autre camp (« duplicité, flatterie, servilité », enivrement). La seconde partie du document procède à l'inversion de la polarité du signe porté par le complot. Désormais, le complot est l'œuvre des ennemis : il perd sa connotation positive en devenant l'instrument de l'ambition d'individus « ignobles » (l'antithèse avec la noblesse, la grandeur des héros bolcheviks est aboutie). Le secret est toujours convoité par l'autre camp, mais ce qui a changé, c'est le lieu de la transparence. Celle-ci appartient à la dictature du prolétariat. Le rôle des clandestins est désormais assumé par les « ennemis ». Ainsi, l'État soviétique recourt au secret par obligation : il existe des secrets d'État parce qu'il existe des comploteurs contre lui.

La presse du Grand Tournant, ainsi que celle des années 1930 en général, dévoile ainsi à quel point les dirigeants communistes restaient prisonniers d'un prisme d'interprétation hérité à la

³⁵ En réalité, le Soviet de la ville lança une vague d'arrestations sans précédent dans les milieux ouvriers : en deux jours, on arrêta plus de 800 leaders. Mais cette répression ne fit que déclencher une grève générale, le 2 juillet. La lettre de Lenin à Zinov'ev est l'exemple même du type de contresens politiques dont les dirigeants bolcheviks étaient coutumiers : Lenin y interprète le soulèvement ouvrier comme un geste en faveur de la terreur pour punir les assassins de Volodarskij.

³⁶ FEL'ŠTINSKIJ (JU. G.), *op. cit.*, p.5. La citation de Lenin y est produite d'après LENIN (V.I.), *Pol. sobr. soč.*, t.50, p.89.

³⁷ « Le devoir sacré de conservation du secret d'État et du secret militaire », *Sputnik agitatora*, n°13, 1938, in *Vyšé revoljucionnuju bditel'nost'*. *Sbornik stat'ej*, Kursk, 1939 ; « Garder le secret d'État et le secret du Parti ! », *Pravda*, 23 mars 1937, « Un devoir sacré : garder le secret militaire ! », *Krasnaja Zvezda*, 9 juin 1937, « Un devoir sacré : veiller au secret d'Etat ! », *Izvestija*, 8 juin 1937, in *Špionam i izmennikam net i ne budet poščady*. *Sbornik stat'ej*, M., 1937.

³⁸ HELLER (M.) et NEKRICH (A.), *L'Utopie au pouvoir*, Paris, 1982, p. 219.

fois de leur histoire propre et de l'histoire culturelle russe plus globalement³⁹. Une courte phrase, omniprésente dans la presse écrite, résume à elle seule l'état d'esprit de l'époque : « *Etogo nelz'ja inače kak vreditel'stvo opisat'* » (ceci ne peut être considéré que comme du sabotage). Pour le clan stalinien qui dictait le discours public, tout dysfonctionnement devait être imputé à la « causalité première », c'est-à-dire le complot universel des ennemis de l'Union socialiste. Il semble alors permis de s'étonner : si les communistes – au-delà des seuls staliniens - ne pouvaient concevoir le monde qu'au travers d'un filtre mythologique, comment expliquer la phase de « bon sens » que représenta la NEP ? Si les ennemis, source de tous les maux, internes comme externes, étaient effectivement des « éléments socialement étrangers », comment comprendre les graves dissensions au sein du groupe dirigeant, et la mise en accusation de communistes exemplaires comme Rjutin, Syrcov, Lominadze et Smirnov ?

III] La mythification de la société

La résurgence soudaine et massive du conspirationnisme dans le discours officiel de 1928 s'inscrit dans un contexte précis, qui fournit des clés d'explication à propos des objectifs poursuivis par son grand initiateur, Stalin. Diplomatiquement isolée, économiquement perturbée, l'U.R.S.S. de la fin de la NEP se trouvait confrontée à un double problème. Sur le plan politique et idéologique, il s'agissait d'accomplir un projet de société précis et de conforter l'idée de la « bonne voie » socialiste (opposée aux égarements du capitalisme) dans la marche de l'humanité vers un avenir radieux. Sur le plan économique, il fallait édifier presque de toutes pièces une industrie puissante, afin de sortir le pays de son « arriération séculaire ». On observera que sur ces points, le discours officiel rejoignait très probablement un projet réel du groupe stalinien.

Criminaliser l'opposition interne

Deux solutions opposées se disputaient les votes au Politburo et au comité central : tandis que les « droitiers » (Buharin, Tomskij et Rykov) prônaient la préservation de l'alliance (*smyčka*) entre monde ouvrier et paysannerie, et donc promouvaient le « pas de tortue » dans la socialisation de l'agriculture, le clan stalinien s'orientait vers une récupération des thèses de gauche... de Trockij. La victoire des positions staliniennes passera par un anéantissement de l'opposition dite droitiste⁴⁰ telle qu'elle s'était élevée dès l'hiver 1927-1928 pour protester contre la brutalité des réquisitions de blé. Le 9 et 10 février 1929, le Politburo condamna le « droitisme », une décision avalisée par le Plénum du CC en avril (au moment du choix des rythmes d'industrialisation). Le 3 juillet, Molotov remplaça Buharin à la tête de l'Internationale communiste et, enfin, en novembre, les droitiers capitulèrent devant le Comité Central. Buharin fut exclu du Politburo. A l'échelon inférieur, l'hiver 1929-1930 fut le théâtre d'une purge générale des commissariats, effectuée par des commissions de la RKI (Inspection Ouvrière et Paysanne) assistées de brigades d'ouvriers de Moscou. Sur l'ensemble du pays, un million d'employés soviétiques furent soumis à une inspection, et 164 000 renvoyés pour « droitisme »⁴¹. La lutte personnelle de Stalin contre ses rivaux au Politburo rejoignait ici parfaitement un mouvement populaire antibureaucratique. Au même instant, l'Académie des sciences perdit une centaine d'employés, dont plusieurs académiciens et historiens. Les universités furent purgées des

³⁹ Le format de la présente intervention ne permet pas une présentation plus approfondie des racines de la mentalité conspirationniste dans les mouvements révolutionnaires de la seconde moitié du XIX^e et en Russie. Pour plus d'informations, on se reportera utilement à COHN (Norman), *Histoire d'un mythe. La « conspiration » juive et les protocoles des sages de Sion*, Paris, Gallimard, 1967 ainsi qu'à l'article déjà cité de Georges ENTEEN.

⁴⁰ Le concept même de « courant droitier », qui devient dès 1928 « dérive droitiste », révèle le changement d'attitude de Stalin. Il prit soin d'amalgamer les voix critiquant ses choix politiques sous les termes de « groupe de Buharin » ou « école boukharinienne ». Une telle « école » n'a jamais existé ; la proximité de vues entre Buharin et Sapozhnikov, Slepkov, et d'autres s'explique par l'appartenance à un même milieu (journalistique et universitaire) et une identique lecture du marxisme-léninisme. En 1927, E. Jaroslavskij le dit lui-même dans la *Pravda* : « Nous estimons que Buharin n'a pas d'école particulière. L'école boukharinienne est l'école léniniste. » Il change radicalement ses positions dès l'année suivante, où on le voit attaquer Lunačarskij sous divers prétextes, une démarche s'inscrivant dans l'opération plus vaste menée par le clan stalinien contre le commissariat du peuple à l'Instruction (dirigé par Lunačarskij) et contre les institutions scientifiques et culturelles en général, cf. FITZPATRICK (Sheila) eds, *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Bloomington, Indiana University Press, 1978.

⁴¹ TRIFONOV (I.), *Očerki istorii klassovoi bor'by v gody NEPa 1921-1937*, M., 1960, p.174 cité par FITZPATRICK (Eds), *op. cit.*, p. 27.

étudiants d'origine « socialement étrangère » (fils et filles de popes, *koulak*, marchands, officiers tsaristes, etc.). L'ensemble de l'opération se présentait elle-même comme une lutte contre l'« opportunisme droitier ».

Néanmoins, à la veille de 1930, l'année des nombreux procès spectaculaires, le danger continuait de menacer Stalin : Rykov et Tomskij faisaient toujours partie du Politburo, représentant une alternative à la ligne générale dont le printemps démontra l'échec. Ce fut l'utilisation du mythe du Grand Complot qui permit la mise au pas des récalcitrants, consacrant ainsi l'impossibilité définitive de toute « fraction » interne en période critique⁴². En effet, l'année 1930 fut le théâtre d'une vaste entreprise progressive de discréditation des « droitiers » aux yeux de la société, dans le but d'affirmer la solution adoptée par le pouvoir comme la seule envisageable⁴³.

La presse constitua l'instrument privilégié de cette campagne.

De janvier à fin août, le chemin de fer de la *Pravda* demeura plutôt constant : la « une » traitait de l'international, ou des événements nationaux majeurs, la deuxième page tenait une chronique sur l'avancée de la collectivisation, la troisième évoquait la « construction du Parti », la quatrième traitait de sujets divers, mais s'intitulait toujours « Sous le contrôle des masses », la cinquième faisait en général un tour de carte des Républiques socialistes. Aux mois de janvier et de février, la rédaction s'attacha en priorité aux thèmes de la création des kolkhozes et de la formation de « cadres rouges ». L'accent fut mis sur l'émulation socialiste, la création d'un monde nouveau ; en un mot, le côté constructif du travail. Pourtant, dès le 2 janvier, un entrefilet annonçait la parution imminente de « l'ouvrage de I. V. Stalin, *De la déviation de droite dans le VKP(b)*, prix : 7 kopecks ». Cet encart publicitaire réapparut à plusieurs reprises, en divers endroits du journal, au cours du même mois. Le 9 janvier surgit le thème de « la lutte contre les déformations de la ligne léniniste » (page 3), présentée comme « une mission essentielle du Parti » :

« Plus nous combattons avec énergie et sans répit la théorie et la pratique de la déviation droitrière qui représente, à l'étape actuelle, le principal danger, et plus nous serons en mesure de faire obstacle aux débris d'éléments trotskistes et semi-trotskistes, de triompher de la résistance des ennemis de classe, et de dégager au plus vite la voie au développement foudroyant du socialisme ».

La thèse posée, il ne restait plus qu'à attiser l'esprit belliqueux des « troupes » en leur fournissant des preuves de la réalité du danger. A partir de cette date, la *Pravda* commença à développer en parallèle le thème de la « formation des cadres prolétaires », de la purge de l'appareil, et de la lutte contre l'opportunisme⁴⁴. Mais l'ennemi restait entouré d'un certain flou : on stigmatisait sans distinction les « déviations » et les « déformations de la ligne générale », sans accorder la priorité à celles dites de droite. Le glissement fut subtil : Stalin resserra très progressivement le filet autour de la dissidence droitrière, en posant un à un les indices qui menaient à elle. Il s'agissait, d'une part, des spécialistes « déloyaux », défendus par leurs collègues droitiers et leurs ministères de tutelle, et, de l'autre, des « bureaucrates » jugés inactifs dans la lutte contre le danger.

Le 2 janvier, deux grands titres se disputaient la troisième page : « La construction du Parti : la purge endure et mobilise encore davantage les masses dans la lutte pour la ligne générale du Parti », et « La purge de l'appareil soviétique : Épurons notre appareil des pseudo spécialistes ». Cette juxtaposition vise à rappeler l'objectif « sanitaire » des purges. Sous le mot « épurons », on peut lire le sous-titre : « un mal insupportable » (*neterpimoje zlo*). Le contenu des quatre encadrés sur ce thème ne saurait mieux illustrer la tactique stalinienne :

« La majorité des vieux fonctionnaires, malgré leur long service au sein de l'appareil soviétique, n'ont pas su assimiler le rythme de la construction socialiste, ni les missions sociales de l'État prolétaire et le rôle de l'appareil soviétique dans les conditions de la dictature du prolétariat.

Mais si les vieux fonctionnaires sont un mal que nous sommes encore contraints de subir provisoirement, les pseudo spécialistes de notre appareil représentent en revanche un mal

⁴² La résolution « De l'unité du Parti », prise au Xè Congrès (1921) est le texte officiel qui permet à Stalin de brider peu à peu la démocratie interne au Parti après la mort de Lenin : elle interdisait en effet les fractions au nom de la cohésion du Parti.

⁴³ Il était en effet nécessaire d'effectuer un travail de communication important en direction des individus subissant la crise ; les archives révèlent en effet des manifestations de perplexité, voire de remise en cause directe, de la société face aux choix radicaux du pouvoir : cf. « Lettre des ouvriers de l'usine d'Iževsk au président du Sovnarkom, A. I. Rykov, 22 août 1930 » (GOPANO, f.2, op.1, d.342, l.99-100) publiée dans *Istoričeskij Arhiv*, n°4, 2000.

⁴⁴ Ces deux derniers mots d'ordre se rejoignent, puisque le « bureaucratisme », la « négligence », et autres motifs de renvoi ont très vite été assimilés à une « sous-estimation du danger », posée dès 1928 par Stalin comme caractéristique de l'opportunisme de droite. Cependant, ce n'est qu'en septembre que l'ennemi fut clairement situé à « droite ».

absolument insupportable. Lors du dernier plénum de la CCC [Commission Centrale de Contrôle], le rapport sur la purge de l'appareil d'État a révélé la présence de plus d'un faux spécialiste dans les institutions contrôlées. Au Narkomfin de l'U.R.S.S., par exemple, on a découvert à un poste de consultant en économie pétrolière un ancien marchand qui, à la question de la commission de purge "avait-il vu du pétrole ?", répondit, sans se troubler le moins du monde, qu'effectivement, il en avait vu, sous forme de bulles...

Toujours au Narkomfin, un pseudo spécialiste en économie s'avéra n'être autre que...l'ancien contrôleur de la cour de Nicolas II, le comte Rastopčín...

Il est absolument évident que ces individus **n'ont pu** endosser le rôle de spécialistes de l'appareil central **que par** le résultat d'une attitude extrêmement négligente dans la question du choix des gens et de la vérification de leurs compétences professionnelles. [...] »

Deux éléments attirent l'attention : l'idée que de « faux spécialistes » se sont « infiltrés aux postes-clés grâce à "leurs gens" » pour « ralentir notre construction », et celle de négligence de leurs supérieurs. Ce sont exactement ces accusations qui sont reprises, après sept mois de propagande en ce sens, lors des procès spectacles de l'automne 1930. Après l'introduction des personnages et des enjeux du drame, la tension, parvenue à son paroxysme, devait être évacuée par un dénouement heureux. Plusieurs faits militent en faveur de cette interprétation théâtrale du processus, à commencer par la décision de Stalin de réutiliser « l'affaire Karatygin » (procès de bactériologistes accusés d'avoir contaminé le cheptel), pourtant déjà jugée à huis clos en août, en l'associant à celle des « saboteurs de l'industrie alimentaire » (affaire Rjazancev). L'affaire éclata le 22 septembre : à la « une », un article dénonciateur clamait : « Pas de pitié pour les instigateurs délibérés des difficultés d'approvisionnement ». Les « aveux » des accusés s'étaient en pages 3 et 4. Les deux jours suivants virent foisonner les articles virulents rapportant l'indignation du peuple⁴⁵, que vint apaiser le communiqué de l'OGPU du 25 septembre annonçant l'exécution des 48 saboteurs.

Entre le premier procès, tenu à huis clos, des bactériologistes de l'affaire Karatygin, et le deuxième procès de septembre, la *Pravda* mena une campagne de dénigrement en règle contre « l'opportunisme de droite ». Le 1^{er} septembre, la « une » dénonçait la mise en place de normes d'approvisionnement comme « manœuvre *koulak* destinée à saboter le stockage de blé ». Une citation hors-texte de Lenin rappelait que « la lutte pour le blé, c'est la lutte pour le socialisme ». L'article combattait les infractions au décret du gouvernement qui a fixé à un quart, voire la moitié, des récoltes brutes la quantité obligatoire de blé dont les kolkhozes étaient redevables à l'État. Ces infractions s'expliquaient par les immenses difficultés agricoles provoquées par la collectivisation, qui avaient même contraint les responsables locaux à établir des normes de survie. Cette mesure, dictée par la nécessité, était présentée dans l'article comme une manœuvre *koulak*, et ses instigateurs qualifiés « d'opportunistes » et de « ganaches ». Le centre n'avait sans doute pas toléré cette prise d'initiatives. Quant aux kolkhoziens, il les taxait d'ingratitude⁴⁶. Les « opportunistes » se voyaient donc implicitement accusés d'être des dissimulateurs répandant des rumeurs pour freiner la construction du socialisme :

« Y a-t-il ici place pour le doute et les bruits mensongers ? Non, ils n'y ont aucune place et ne doivent pas en avoir auprès de ceux qui veulent **effectivement** appliquer la ligne du parti, ceux qui luttent **effectivement** contre le *koulak* et contre tous les types de déformations [de la ligne] »

La formule « **approuver la ligne en paroles, mais refuser de l'appliquer dans les faits** » apparut dès lors de façon quotidienne et, le 4 septembre, elle devint « la nouvelle stratégie » « des opportunistes de tous poils, en particulier ceux de droite »⁴⁷. Il devint criminel de douter de la ligne. Le mois de septembre fut consacré à la condamnation de toutes les « métamorphoses » de l'opportunisme de droite. Car, fidèle une fois de plus au schéma des théories conspirationnistes, la propagande stalinienne évoquait en permanence la « variété » et l'omniprésence des formes de

⁴⁵ Le 23 septembre, on pouvait lire en page 3, sous l'intitulé général « Écraser impitoyablement les sales saboteurs », que les métallurgistes d'*Elektrozavod* exigeaient une sentence impitoyable tandis que les ouvriers de l'usine AMO accueillaient en sauveurs une délégation de l'OGPU. Demjan Bednyj mettait quant à lui ses dons poétiques au service de la lutte anti-saboteurs : *Proščaj, belogvardejskaja žizn'!* ». Le journal du lendemain reprenait le même type d'exemples, en suggérant cependant l'idée que la meilleure arme des travailleurs soviétiques était « le renforcement du chantier socialiste ! ».

⁴⁶ « L'État a, cette année, apporté aux kolkhozes une aide énorme. Les kolkhozes et les kolkhoziens se doivent de répondre à cette sollicitude de l'État prolétaire en remplissant et en dépassant les plans de collecte. »

⁴⁷ Nous avons conservé l'expression inélégante « de tous poils » (*vseh mastej*) car elle participe de l'animalisation de l'ennemi. Extrait de l'article « Front étendu contre l'opportunisme », 4 septembre 1930, p.4.

l'opportunisme. Des kolkhozes aux syndicats (5 septembre), en passant par les usines (2 septembre) et les komsomols (7 septembre) les saboteurs étaient partout. Les 13 et 15 septembre furent évoquées pour la première fois les « erreurs de l'Union des industries poissonnières ». Enfin, le 17, on pouvait lire un article intitulé « A la merci de l'opportunisme », et le 18, la *Pravda* annonçait : « Un réseau ennemi se tisse autour de l'U.R.S.S. » (Angleterre, Roumanie, Finlande)⁴⁸.

Au mois d'octobre, l'étau se resserrait encore davantage autour du droitier le plus important, Rykov. A peine l'OGPU eut-elle diffusé la liste des fusillés de l'affaire de l'approvisionnement que la *Pravda* préparait l'opinion au procès du Parti Paysan du Travail. En effet, elle annonçait la découverte du « complot » de Sergej Maslov, une prétendue conjuration de gardes blancs réfugiés à Prague et récupérée par le professeur Kondrat'ev⁴⁹. Stalin prévoyait en effet de lier l'affaire du Parti Paysan du Travail à celle des fonctionnaires du Gosplan. Il ordonna à l'OGPU de réunir les interrogatoires dans une brochure afin de l'envoyer au plus grand nombre de responsables du Parti et de l'État : *Documents sur l'affaire du « Parti Paysan du Travail » contre-révolutionnaire et du groupuscule Suhanov-Groman*. Il semble qu'il eût souhaité réunir tous les grands « complots » en un seul⁵⁰ : cela semble d'ailleurs logique, l'accusation variant peu de l'un à l'autre de ces procès. La caricature parue en première page de la *Pravda* le 27 septembre concentre l'idée directrice de l'instruction : les « saboteurs » cherchent par tous les moyens à démoraliser l'élan socialiste et à semer le désordre dans l'industrie⁵¹. Pour des raisons inconnues, le procès du Parti Paysan du Travail fut reporté au mois de mars de l'année suivante. Les enquêteurs de l'OGPU rencontrèrent sans doute des difficultés dans l'obtention des « aveux » indispensables à la mise en scène⁵².

La *Pravda* poursuivit dans cet esprit jusqu'au 6 octobre, où éclata la première « affaire Rjutin » :

« Nous démasquerons jusqu'au dernier les agents des *koulak*, les alliés du trotskisme contre-révolutionnaire : les opportunistes de droite. [Sous-titré :] « Il est impossible de déployer une véritable lutte contre les ennemis de classe en ayant dans notre dos leur reflet » (Stalin). Les individus à double visage et les traîtres n'ont pas leur place dans le Parti »

Un arrêté du praesidium de la Commission centrale de contrôle du Parti exclut M. Rjutin pour « comportement dissimulateur et traître vis-à-vis du Parti et pour tentative de propagande souterraine des opinions droitières ». L'article dresse le portrait du dissimulateur accompli : ayant « **apparemment** reconnu ses précédentes erreurs, il commença à **manœuvrer** ». L'auteur glisse incidemment une allusion à son appartenance passée au parti menchevik. Et cet auteur n'était vraisemblablement autre que Stalin lui-même. En effet, on retrouve mot pour mot une formule que le secrétaire général opposa aux protestations de Šolohov dans une lettre datée du 6 mai 1933⁵³. Forcé de reconnaître que Rjutin avait voté en faveur de la ligne générale, l'auteur de l'article ajoutait immédiatement :

« Mais ce n'était qu'un aspect de l'activité de Rjutin. Il existait un autre aspect, caché aux yeux du Parti. Et c'était là qu'agissait le vrai Rjutin, opportuniste de droite et traître au Parti. »

Le traître démasqué était « un authentique agent des koulaks, le sous-fifre de Groman et Suhanov ». Mais Rjutin était en réalité difficilement classable : si l'on se reporte à sa dénonciation de Stalin de 1932 (« Stalin i krizis proletarskoj diktatury »), on constate qu'il y critique aussi bien les positions de Trockij que celles de Buharin. Face à cet obstacle, l'auteur de l'article se trouva contraint d'expliquer qu'il « n'y a rien de contradictoire dans l'alliance des droitiers et des trotskistes. Ce sont des perdreaux de la même couvée ».

⁴⁸ Le seul pays non limitrophe cité comme impliqué dans le réseau, l'Angleterre, fut présenté comme l'instigateur du « complot des saboteurs de l'approvisionnement ». *Pravda*, 17 septembre 1930, page 3, et 18 septembre, page 2.

⁴⁹ « Le programme de restauration du capitalisme », *Pravda*, 26 septembre, page 4.

⁵⁰ Lettre du 13 septembre 1930, in *Pis'ma Stalina Molotovu, 1925-1936 gg.*, pp.216-217.

⁵¹ Pour plus de détails sur les chefs d'accusation, les méthodes et les objectifs de ces « groupuscules contre-révolutionnaires », on pourra se reporter à la *Pravda* du 22 septembre ou au « Verdict de la Cour Suprême de l'Union soviétique dans l'enquête spéciale sur l'affaire de l'organisation contre-révolutionnaire « Le Parti Industriel », dans CUMMINS (A. G.), *op. cit.*

⁵² La lettre de Stalin à Menžinski datée de septembre 1930, *op.cit.*

⁵³ APRF, 3/61/549/194, cité d'après WERTH (N.), 1997, page 187. Sur Šolohov, on consultera avec intérêt MURIN (Jurij), *Pisatel' i vožd'. Perepiska M. A. Šolohova s I.V. Stalinyim*, Moscou, Raritet, 1997.

L'article du 6 octobre présente un intérêt de premier ordre, car il posa les bases de l'argumentation qui va servir à éliminer les vieux-bolcheviks en 1932-33, puis en 1936-38. Les axes du raisonnement sont les suivants : les anciens opposants n'ont capitulé qu'en apparence, ils attendent la moindre défaillance de la vigilance du Parti pour s'emparer du pouvoir. Notons au passage la similitude de cette idée avec celle de tare innée et indélébile des ci-devant. Ces opposants sont tous de la même engeance, ce qui explique leur alliance *a priori* inconcevable. Enfin, et surtout, la notion d'« opposition » équivaut désormais à celle de « trahison ».

Le mois d'octobre réactiva la peur passagèrement évacuée grâce aux procès des « saboteurs de l'approvisionnement ». Le 15 octobre, Pjatakov et Brjuhanov (« affaire de la Gosbank [Banque d'Etat] et du Narkomfin [Commissariat du peuple aux Finances] ») furent renvoyés sur décision du Politburo, et le 25 octobre, une autre résolution conforta l'atmosphère de paranoïa en interdisant aux résidents du Kremlin de se promener à pied en ville⁵⁴.

Mais la propagande atteignit son apogée le mois suivant : le 3 novembre, la *Pravda* annonçait une nouvelle exclusion du Parti – celle de Slepkov - , immédiatement exploitée pour mettre en cause Rykov (il avait pris sa défense) : « L'intervention de Rykov est un appel à l'action destiné aux opportunistes ». En page 3, plusieurs articles développaient longuement le thème des « individus à double visage » qui « constituent le reflet de l'ennemi de classe à l'intérieur du Parti » en citant le nom de ceux dont Stalin cherchait à se débarrasser. Le 15 novembre, le Politburo confirma la convocation spéciale de la Cour Suprême pour instruire l'affaire du « Parti industriel ». Le procès spectacle de ce « Parti » (professeur Ramzin et sept ingénieurs) succéda donc à celui des « saboteurs de l'approvisionnement » et à la médiatisation de la découverte du complot du « Parti paysan du travail ». Comme les autres, ces saboteurs auraient agi sous les ordres d'une organisation étrangère (ici, le « Torgprom », un groupe de capitalistes russes émigrés, Denisov, Nobel', Montasev...) et se seraient ingénié à saper la puissance technologique et industrielle de l'U.R.S.S. en vue d'une intervention étrangère. Soucieux de ne jamais attaquer directement les « droitiers », mais de toujours apparaître objectif ou sur la défensive, Stalin avait donc réellement besoin du détour par le mythe du complot pour les discréditer. Ce même jour, Gorki signa un article belliqueux, intitulé : « Si l'ennemi ne désarme pas, détruisons-le ! » (*Pravda*).

L'éclatement, au même moment (octobre 1930), de la première « affaire » intra-parti vint à point nommé parachever l'édifice. Le « Bloc des droitiers et des gauchistes »⁵⁵ (*pravo-levackij blok*) réunissait deux « fractions » hostiles à la ligne générale : la fraction de Syrcov se composait des camarades Nusinov, Kavraiskij, Galperin et d'autres, tandis que celle de Lominadze comprenait Šackin, Reznikov, etc. L'accusation formulée contre eux suivait les canons des précédents procès, en y greffant de surcroît des accusations spécifiques à des membres du Parti. Ainsi, ils auraient créé ce bloc plusieurs mois plus tôt (avant le XVI^e congrès du Parti) et auraient fait preuve d'une duplicité caractérisée, en approuvant la ligne générale en paroles, mais en luttant secrètement contre elle. Ce travail de critique mené dans des circonstances périlleuses de réveil de l'ennemi de classe, de complots, et mené de surcroît en secret constituait un grave danger pour le régime. L'affaire « Syrcov » permit à Stalin d'enfin écarter le dernier opposant menaçant du Politburo. Rykov avait en effet soutenu Syrcov à plusieurs reprises, dans le cadre de différents dossiers, et Stalin utilisa cette « entente » pour fabriquer un lien idéologique entre l'opposition de Syrcov et Lominadze, et Rykov. Parallèlement, il manœuvrait depuis le 22 septembre afin de gagner chacun des membres du Politburo à son but : évincer Rykov du Politburo⁵⁶.

Le mois de décembre marqua ainsi, grâce en grande partie à une utilisation habile du mythe du complot, la victoire définitive de Stalin : le 2 décembre, Syrcov et Lominadze, furent exclus du CC et relevés de leurs fonctions politiques. En tant que « protecteur », Rykov se vit prié de démissionner ; il céda quelques jours plus tard. Pourtant, le dernier des procès prévus eut quand même lieu en mars 1931 (« Bureau des mencheviks »). Cette insistance à clore la mise en scène

⁵⁴ Il s'agit de la mesure adoptée par le Politburo suite au rapport de l'OGPU du 20 octobre.

⁵⁵ « Décision du comité de Moscou contre l'activité fractionnelle secrète dans le parti communiste de l'Union soviétique », dans CUMMINS (A. G.), *Documents of Soviet History, vol 5 : Revolution from above, 1929-1931*, Academic international press, 2000, pp.294-296. Sur l'affaire Syrcov-Lominadze, on se référera à R.W. Davies, *The Syrcov-Lominadze Affair* », *Soviet Studies*, 1981 (1), , pp.42-45.

⁵⁶ HLEVNJUK (O.), *Politbjuro. Mehanizmy političeskoj vlasti v 1930-e gody*, Moscou, ROSSPEN, 1996, pp. 40-41, 50-51.

soulève une question : quel projet politique poussa Stalin à organiser ces procès spectacles ? Et quels critères dictèrent ses choix ?

Promouvoir une Révolution culturelle

Il faut, à ce stade de la réflexion, faire intervenir l'histoire sociale dont la contribution à une meilleure compréhension du totalitarisme, en restituant aux initiatives d'en bas la part qui leur revient, fut déterminante. A côté des intrigues politiciennes de Stalin, concernant somme toute essentiellement la vie interne du Parti, l'agitation de l'épouvantail du complot antisoviétique remplit une autre fonction auprès des « masses ». Le signal stalinien appela à la destruction des vestiges des classes ennemies et à l'importation de la lutte de classes dans le champ culturel. Sheila Fitzpatrick démontre de façon convaincante, dans son article « Cultural Revolution as Class War », que l'année 1928 marqua le passage brutal d'une politique de révolution culturelle progressive et pacifique à un véritable déchaînement contre l'ancienne intelligentsia bourgeoise⁵⁷. D'après elle, Lenin jugeait impossible la prise du pouvoir culturel par la force ; les communistes devaient apprendre progressivement auprès des seules forces intellectuelles présentes en Russie – l'ancienne intelligentsia. Effectivement, sous le « communisme de guerre », plusieurs résolutions et décrets du Conseil de défense enjoignirent à la VČK de faire preuve de discernement dès qu'elle lançait des arrestations contre les *specy* (spécialistes, c'est-à-dire ingénieurs, techniciens, professeurs d'instituts spécialisés, etc.)⁵⁸. Le Conseil attirait l'attention sur le fait que le pays avait réellement besoin de spécialistes pour se moderniser et lutter contre les ennemis. Sous la NEP, une sorte de compromis s'instaura donc entre ces intellectuels et la direction communiste : celle-ci tolérait les ci-devant par nécessité, tandis que ceux-là portaient tous leurs efforts dans la reconstruction du pays.

Le procès de Šahty indiqua la fin de cette coexistence pacifique, et révéla le projet stalinien : onze ans après la Révolution, il était temps de promouvoir une nouvelle élite, prolétarienne, et de se débarrasser enfin des derniers éléments capitalistes. La Révolution culturelle fut ainsi inaugurée « d'en haut », par cet événement ainsi que par plusieurs discours de Stalin⁵⁹, mais elle ne put prendre toute sa dimension que grâce à l'accueil favorable reçu auprès de la jeune génération de communistes. S. Fitzpatrick analyse le phénomène comme un classique conflit générationnel, enrichi par l'idéologie marxiste-léniniste. La génération éduquée dans les premières années de la révolution, qui arrivait à l'âge adulte et poussait ses aînés hors des entreprises,

« continuait de considérer l'intelligentsia comme une classe ennemie, malgré la politique de conciliation à l'égard des "spécialistes bourgeois" lancée par le pouvoir au début de la NEP [...] l'une des raisons pour lesquelles les membres de l'intelligentsia étaient appelés "spécialistes bourgeois" tenait à ce que, dans l'usage communiste, le terme "intelligentsia" était péjoratif. Les étudiants communistes et prolétaires des universités soviétiques sous la NEP étaient constamment mis en garde contre le danger de succomber à l'*intelligentshchina*. Ceux d'entre eux qui votèrent pour Trotskii en 1923-24 furent considérés comme corrompus par l'*intelligentshchina* et par l'"atmosphère petite-bourgeoise" de la NEP. »⁶⁰

Enfin, le dernier facteur susceptible de déclencher la vindicte populaire tenait au traitement de faveur dont jouissaient les « spécialistes bourgeois » (dont à peine 2% avaient adhéré au Parti) : salaires élevés, priorité au logement, accès à l'éducation supérieure pour leurs enfants... Les fonctionnaires firent eux aussi l'objet de ce grand « nettoyage », apparaissant tout aussi privilégiés que les spécialistes⁶¹. La promotion des « cadres rouges »⁶² s'accompagna donc d'une vaste

⁵⁷ FITZPATRICK (Sheila) eds., 1978., pp.8-40.

⁵⁸ FEL'ŠTINSKIJ (JU. G.), 1995, pp.9-10.

⁵⁹ Ainsi, à la veille du procès des « saboteurs de Šahty » (le 16 mai 1928), il déclarait au VIII^e congrès des Jeunesses communistes : « la tâche majeure, aujourd'hui, est de lancer un large flot de critique venu des masses » et « la classe laborieuse ne peut être le vrai maître du pays si elle ne réussit pas à dépasser son manque de culture, si elle ne réussit pas à créer sa propre intelligentsia, si elle ne maîtrise pas la science ou la façon d'administrer l'économie sur une base scientifique. Nous avons besoin de centaines et de milliers de nouveaux cadres bolcheviks capables de maîtriser les branches les plus variées de la connaissance » (cité par A. Kemp-Welch, 1991).

⁶⁰ FITZPATRICK (S), 1978, p.19.

⁶¹ En 1926-1927, le salaire moyen d'un employé de l'administration centrale de la RSFSR s'élève à 150,95 roubles, contre 60 pour l'ouvrier moyen (FITZPATRICK, 1978, p.257). Le terme « nettoyage » est emprunté aux éditoriaux de l'époque : « *Očistim naš apparat ot bjurokratov...* »

opération « d'épuration » des ci-devant : de 1928 à 1931, 1 256 000 fonctionnaires furent contrôlés, 11% d'entre eux exclus de la fonction publique et 23 000 étiquetés « ennemis du pouvoir soviétique »⁶³. En seulement deux années, 1930-1931, la moitié des cadres industriels du Donbass furent révoqués ou arrêtés et le premier semestre 1931 fut le théâtre d'un vaste « démasquage » dans le secteur-clé des transports (4 500 « saboteurs » arrêtés).

A Kemp-Welch définit la même chronologie pour ce qui concerne le monde littéraire : dès décembre 1927, Stalin, qui s'était contenté jusque là d'encourager discrètement l'aile gauche du courant littéraire « prolétarien » (l'ostentation eût été en effet maladroite, en pleine lutte contre la « gauche » trotskiste), se mit à intervenir directement dans le monde littéraire. Ici aussi, le mot d'ordre d'une « troisième révolution » prit rapidement de l'ampleur. Rykov et Tomskij gardant encore, à cette date, une influence politique importante, Stalin tenta de critiquer le travail de Lunačarski, commissaire du peuple à l'Instruction, jugé incapable de fournir rapidement une intelligentsia prolétaire. L'attaque visait en réalité non seulement le commissaire, attaché à un relatif pluralisme culturel et pesant de tout son poids de représentant de l'Etat pour freiner le zèle « prolétarien » du Parti, mais aussi des rédacteurs en chef et éditeurs tels que Buharin, Voronski et Polonski, protecteurs des écrivains *poputčiki*.

Il fallait un Šahty dans le milieu littéraire : Sviderski, ancien commissaire du peuple à l'Agriculture, partisan de la NEP, venait d'être nommé à la tête de l'administration centrale des arts du commissariat du peuple à l'Instruction. Deux « scandales » théâtraux offrirent un prétexte : Sviderski porta imprudemment son choix sur deux pièces de « droitiers » en pleine saison 1928. Naturellement, on ignora sciemment que ce choix indiquait surtout la misère du reste du répertoire, et les opposants prolétariens l'accusèrent de « s'agenouiller devant les spécialistes bourgeois »⁶⁴. Bien qu'*Attila* de Zamiatin eut passé la censure et fut soutenu par Gorki, les répétitions furent brusquement annulées sur l'ordre du Glavlit. L'autre pièce, *Le vol aérien* de Boulgakov (pièce de la guerre civile racontant la décision de plusieurs citoyens d'émigrer plutôt que de rester sous le gouvernement bolchevik) jouissait au début de puissants appuis (Polonski, Gorkij, Lunačarski). Les prolétariens ne désarmèrent pas : la *Komsomol'skaja Pravda* accusa Boulgakov de patronner le mouvement des « gardes blancs » trop modérément décrit dans la pièce. Le 24 octobre, le Glavrepertkom interdisait la pièce. Les tracasseries à l'encontre des « droitiers » se poursuivirent tout au long de l'année 1928. Puis, le 28 février 1929, une lettre de Stalin au RAPP (Association russes des écrivains prolétaires, créée en 1928 et aspirant à l'hégémonie) : il avertissait les écrivains du RAPP qu'ils devaient éviter de se diviser entre eux et leur proposait, - toujours de façon voilée - une nouvelle cible, les *poputčiki* (notamment Pil'niak, cité en guise d'exemple). A la veille d'avril 1929 (triomphe des idées de Stalin en économie) et la dénonciation d'un « danger de droite » dans le Parti, Voronski fut arrêté comme « trotskiste », exilé puis réintégré après avoir « renoncé à son trotskisme », Polonski fut remplacé en février 1929 par un bureau éditorial dominé par l'Académie communiste et l'Institut des Professeurs Rouges. Enfin, Lunačarski (dernier rempart de la NEP) fut démis en février 29 dans des circonstances assez opaques.

Les protecteurs des « compagnons de route » écartés, le zèle prolétarien s'attaqua à ceux-ci : le 24 août 1929, le public apprit que Buharin « avait mené une déviation droitière » en politique. Le 26, un article de Boris Volin publié dans *Literaturnaja Gazeta* accusait Pil'niak (Moscou) et Zamiatin (Leningrad) de l'avoir imité en littérature. Pil'niak réussit à réfuter ces allégations mais la chasse était lancée (septembre 1929) : quatre-vingts *poputčiki* se virent exclus de l'Union des écrivains *poputčiki* et cent soixante autres furent transférés dans une union des traducteurs ; un nouveau programme fut adopté et l'union rebaptisée (ajout de l'adjectif « soviétique »). A Leningrad, Zamiatin manifesta une résistance plus ferme, mais l'affaire aboutit finalement à une purge similaire de l'association des écrivains « compagnons de route » de la ville, et au départ de l'auteur incriminé.

Parallèlement à cette « chasse aux sorcières », la révolution culturelle battit son plein dès 1929 : toutes les institutions culturelles furent soumises à une sorte d'examen de foi, les hétérodoxes étant violemment mis en cause et sanctionnés. Pour n'en donner qu'un seul exemple,

⁶² Pour l'année que nous avons examinée (1930), la *Pravda* publie quotidiennement un article sur le thème de la « formation et la promotion de nos cadres prolétaires ».

⁶³ Ce qualificatif signifie qu'ils étaient privés de leurs droits civiques.

⁶⁴ « V glavrepert-kome », *Na literaturnom postu*, n° 20/21, 1928, p.137.

fort révélateur, nous pouvons nous intéresser au sort de l'Institut des Professeurs rouges, ancien fief de Buharin. Dans sa section de philosophie, l'école dominante de Deborin fut obligée de faire son autocritique. Mais plusieurs jeunes étudiants jugèrent cela insuffisant et publièrent dans la *Pravda* une dénonciation du professeur. Finalement, Deborin fut détrôné au profit des jeunes « vigilants » (Mitin, Judin) promus chefs de l'Institut (alors qu'ils n'avaient obtenu leur diplôme que dix-huit mois auparavant).

L'année 1930 constitua un tournant de la révolution culturelle : menacée de dépassement par son aile gauche radicale, le RAPP passa l'année à défendre ses prétentions à l'hégémonie littéraire. De façon très significative, sa victoire est imputable au discours majeur de son leader Averbah, daté du 30 octobre 1930, sur la situation interne du Parti. L'orateur y annonçait la découverte d'une récente activité opportuniste droitière au sein même du RAPP, lui aussi contaminé par l'esprit des agronomes Kondrat'ev et Čajanov, et des économistes Groman, Suhanov et Ramzin . Il annonçait la nécessité de lutter sur deux fronts : 1) contre les duplices Nusinov et Kavral'ski (chefs des bureaucrates libéraux, capitulateurs droitiers) et contre les « déviants gauchistes du type Lominadze, Šackin et Sten ».

Ainsi, « sur le front de la formation des cadres rouges » comme sur « le front prolétarien en littérature », le mythe du complot servit de prétexte et d'aiguillon au remplacement de la « vieille » génération trop tiède par une nouvelle sève révolutionnaire. Il oeuvra donc, comme quelques années plus tard le feront les Procès de Moscou, à une vaste opération d'« ingénierie sociale »⁶⁵ visant à écarter les « éléments socialement douteux » des institutions et entreprises stratégiques de l'Union dans le cadre de la construction d'une société socialiste entièrement neuve. Mais il est un dernier usage du discours sur le complot qui n'a que récemment été mis en valeur, dans le cadre d'études régionales sur les répressions.

Mentir à Moscou

Dans son étude sur les rapports entre l'agence locale de l'OGPU et les organes locaux du Parti (*obkom, rajkom, gorkom...*)⁶⁶, James Harris met en évidence le lien entre les objectifs de production proposés par les régions pour les plans quinquennaux et la stigmatisation des « vieux » spécialistes. En effet, dès avril 1927, dans le contexte de la préparation des objectifs du premier Plan, le comité central commença à s'intéresser de près aux résistances locales contre l'élévation brutale des objectifs de production. James Harris montre que les organes locaux du Parti furent les meilleurs auxiliaires possibles du Centre, dans la mesure où, pour obtenir les investissements nécessaires au développement de leur région, ils devaient présenter des projets de plans spectaculaires. Or, naturellement, les spécialistes des diverses branches industrielles ne pouvaient raisonnablement cautionner des prospectives irrationnelles. Ils constituaient donc un obstacle à la fois pour le Centre, désireux d'industrialiser la pays à vive allure, et pour les directions locales, victimes de la concurrence interrégionale pour les investissements (en l'occurrence, l'Oural était menacé par le projet de plan de l'Ukraine).

Le 7 avril 1927, une lettre du Centre adressée aux chefs des régions accorda davantage de pouvoir aux agences locales de l'OGPU et aux organes du Parti. La réaction ne se fit pas attendre : les spécialistes subirent une intimidation immédiate. De mai à l'automne 1928, en l'absence d'une décision claire du comité central (réuni en plénum en avril 1928) sur le sort à réserver aux spécialistes réticents, les responsables ouraliens se trouvèrent seuls face à la décision, dans un contexte de plus en plus défavorable à l'Oural. En automne, alors que venait d'être lancée une enquête nationale sur le sabotage dans les industries de l'or et du platine, l'OGPU ouralienne découvrit un « groupe de spécialistes contre-révolutionnaires ». L'affaire fut bientôt désignée sous le nom d'« affaire Ouralplatina ». Le nouveau président du comité exécutif régional du Parti, I. D. Kabakov, s'empressa de grossir l'affaire, qui permettait fort opportunément de justifier les mauvaises perspectives du projet ouralien.

En novembre 1928, au plénum du comité central, tandis que Rykov tentait d'apaiser les divergences à l'intérieur du Parti et de ralentir les rythmes de production⁶⁷, Kabakov annonça la

⁶⁵ Expression empruntée à Annie Kriegel, 1972.

⁶⁶ James HARRIS, « The Political police and the Party in the Urals Regions », in *Cahiers du Monde russe*, 42/ 2-4, avril-décembre 2001, pp.423-445

⁶⁷ RGASPI, f.17, op.2, d.337.

dissimulation, par les géologues de l'Oural, de réserves d'or, de platine et de charbon. L'*obkom* ordonna donc à ces spécialistes de trouver au plus vite de nouvelles réserves. Face à un refus dicté par la lucidité, il encouragea leurs subordonnés (en général, de jeunes gens) à critiquer leurs supérieurs. C'est ainsi que le chef du service, Murašev, fut relevé de ses fonctions. Par ailleurs, l'affaire Ouralplatina fut bientôt rejointe par une série d'autres affaires de sabotage local, qui, à l'imitation de l'affaire de Šahty, s'achevèrent par des procès. L'année 1929 s'écoula dans un climat de dénonciations suscitées par la vague d'arrestations de responsables économiques accusés de sabotage par l'OGPU centrale. Mais il fallut attendre 1930 pour qu'éclatent de nouvelles « affaires » dans l'Oural. En parfaite synchronisation avec la préparation à Moscou du procès des bactériologistes et des fonctionnaires du Gosplan, les autorités de l'Oural procédèrent à l'été 1930 à l'arrestation et au procès de géologues et de métallurgistes de l'industrie du charbon. Cependant, à la différence des procès tenus à Moscou, ceux de l'Oural ne firent pas l'objet d'une forte médiatisation : les responsables locaux du Parti craignaient que le Centre ne vienne vérifier les chiffres du développement industriel (que le procès servait à expliquer). Ce petit jeu du mensonge des régions au Centre sur les perspectives économiques, artificiellement grossies et expliquées, en cas d'échec, par le sabotage d'éléments « contre-révolutionnaires », se prolongea durant toute la révolution culturelle, suivant fidèlement le canevas chronologique et symbolique suggéré par Moscou.

Ainsi, dès 1927-28, alors que les bolcheviks plus modérés tentaient encore d'éviter un basculement dans le conspirationnisme et l'emballlement productif, les relais régionaux du Parti constituèrent les plus sûrs soutiens de la politique stalinienne, par crainte de passer pour les « mauvais élèves » de l'Union. Adhérant avec un enthousiasme, dicté par les circonstances, au mythe du complot, ils contribuèrent ainsi à la désorganisation profonde de l'économie, fondée sur un mensonge permanent au Centre planificateur et sur la répression des spécialistes expérimentés et vraisemblablement trop lucides.

Conclusion

Articulant le mythe du complot intérieur et extérieur avec celui de la révolution prolétarienne capable de venir enfin à bout du « libéralisme pourri » de la NEP, le discours développé lors du Grand Tournant apparaît exemplaire du mode de représentation de l'époque stalinienne. Il révèle non seulement un déni de la réalité objective, mais aussi une détermination inébranlable à lui substituer une réalité factice – une « représentation », dont il devient bientôt périlleux de douter, et qui explique le caractère médiatique de ces répressions. En d'autres termes, les représentations de l'Union soviétique imposées par le pouvoir à la population relèvent de deux processus successifs d'éloignement du vrai : la distorsion de la réalité (laquelle peut parfois être « sincère », s'expliquer par une erreur d'analyse), puis le mensonge délibéré.

Relevant d'une mentalité spécifique reçue par les communistes en héritage de leur passé clandestin, mais aussi de la culture populaire russe, l'omniprésence du mythe du complot dès 1928 s'explique également par un contexte historique d'isolement international de l'U.R.S.S., de sentiment d'encerclement dictant à son tour la nécessité d'une rapide modernisation du pays. Plus largement, comme l'ont montré tant les chercheurs réfléchissant au phénomène des procès politiques (Annie Kriegel) que les historiens du social (Sheila Fitzpatrick), la « Révolution culturelle » du Grand Tournant inaugura une vaste entreprise d'« ingénierie sociale ». Condamner les compromis de la NEP et les propositions des « droitiers », c'était accorder un blanc seing à la jeune génération radicale impatiente de faire sa révolution, et au-delà lui faire place dans la société... aux dépens des « vieux » spécialistes, « vieux » bolcheviks, « vieux » intellectuels. L'image de la société russe construite par ce discours fut celle d'une société manichéenne, partagée en deux camps irréconciliables, où tout compromis était vécu comme une « déviation » droitiste, et dont toute opposition à la Ligne générale relevait de la trahison d'Etat. Le discours conspirationniste contribua donc à créer un état de siège en temps de paix, à justifier le contrôle par l'Etat de la moindre parcelle de vie privée et à atomiser la société soviétique (impératif de secret et de dénonciation). Il constitue ainsi l'un des piliers essentiels du totalitarisme. Il contribua par ailleurs à la perversion globale des relations de pouvoir entre le Centre et les organes locaux,

dont on peut suivre la continuité jusqu'à la fin de l'expérience soviétique (songeons par exemple aux conséquences tragiques des réformes agricoles de l'époque Hruščev, reposant également sur un mensonge délibéré des dirigeants du Parti au Centre, rendu inévitable par les décisions de ce dernier ⁶⁸).

Vanessa Voisin

⁶⁸ R.G. Pihaja, *Soveckij Sojuz : istorija vlasti, 1945-1991*, Moscou, Izdatel'stvo RAGS, 1998, pp.195-198.

ANNEXE 1

**COMMUNIQUE DU PROCUREUR DE LA COUR SUPREME DE L'U.R.S.S.
PUBLIE DANS LA PRAVDA, 10 MARS 1928**

« Dans le district de Šahti du Donbass, Caucase du Nord, les organes de l'OGPU ont découvert*, grâce à la pleine coopération des ouvriers, une organisation contre-révolutionnaire qui s'était fixé pour but de désorganiser et ruiner l'industrie houillère de la région

Le centre dirigeant de cette organisation, comme le confirment les données irréfutables de l'enquête, se trouve à l'étranger et se compose d'anciens propriétaires capitalistes et d'actionnaires d'entreprises houillères du bassin du Donets qui possèdent des liens étroits avec des agents isolés de certaines firmes industrielles allemandes et du contre-espionnage polonais.

Une analyse approfondie des nombreux phénomènes de désorganisation de l'industrie (incendies, explosions, dégradation de machines, écroulements) a conduit à la découverte des criminels contre-révolutionnaires. Leur arrestation consécutive, les dépositions des inculpés et des témoins, les conclusions de l'expertise ont fourni d'abondantes informations permettant de définir avec précision la composition, les objectifs, les moyens et les procédés de l'organisation conspiratrice ramifiée.

Cette organisation a attiré en son sein, outre les anciens propriétaires capitalistes et actionnaires d'entreprises, un groupe d'ingénieurs spécialistes, de techniciens, de porions, et une série d'employés dont il est avéré qu'ils percevaient systématiquement une pension de leurs anciens patrons ainsi que des sommes spéciales de la part des agents de l'espionnage étranger, une grande partie d'entre eux ayant même été jadis des agents du contre-espionnage blanc.

L'enquête a établi que le travail de cette organisation contre-révolutionnaire, active depuis plusieurs années, s'est transformé en sabotage prémédité et en désorganisation cachée de l'activité, en sape de l'économie houillère réalisée à travers une construction irrationnelle, une dépense inutile du capital, un abaissement de la qualité de la production, une hausse des prix de revient, et aussi une dégradation directe des puits, des minières, des usines, etc. En outre, la mission de ces malfaiteurs en cas d'intervention [étrangère], sur laquelle ils comptaient constamment, consistait à organiser une interruption en catastrophe de toute l'industrie, à réduire brusquement la capacité défensive du pays et par là même à aider les assaillants à vaincre la résistance de l'Armée Rouge Ouvrière et Paysanne.

Les données pleinement objectives de l'enquête ont établi que partout où les membres de l'organisation étaient parvenus, grâce à leur qualité d'ingénieurs et d'employés, à soumettre à leur influence l'appareil économique des entreprises se répétaient constamment les phénomènes suivants : des filons riches et des mines rentables, qui auraient pu donner des dizaines de millions de *pouds** de bon charbon, étaient ignorés, étaient inondés ou artificiellement amenés à connaître explosions et écroulements. Au contraire, on développait les mines déficitaires fournissant du mauvais charbon, qui était de toute évidence inutilisable et provoquait la dégradation des locomotives.

Afin de mettre en panne l'industrie et de discréditer la rationalisation socialiste de la production ils élaborèrent et mirent en application avec un soin extrême un système de sabotage qui prenait justement l'aspect d'une rationalisation de la production. Ils achetèrent en grande quantité à l'étranger des équipements inutiles, tantôt des machines obsolètes, tantôt, au contraire, les machines les plus récentes dont l'utilisation dans les usines était impossible en raison des conditions techniques de la région houillère du sud. Ainsi, par exemple, on fit l'acquisition en Amérique de haveuses⁶⁹ spéciales pour stratifications dures, qu'on utilisa sur des stratifications meubles. On faisait des commandes en s'arrangeant pour qu'elles ne puissent être remplies à temps. Il arrivait fréquemment qu'on fit venir des mécanismes totalement inutiles, ou qu'on en commande les différentes parties séparément. Partout, où les contre-révolutionnaires avaient réussi à placer leurs gens aux postes dirigeants, le rééquipement des mines s'effectuait n'importe comment, ce qui provoqua plusieurs malheurs, avaries et accidents. Il est établi qu'à chaque fois que l'organisation de saboteurs avait su placer ses gens, l'état de la production et la puissance financière de l'entreprise chutèrent de façon catastrophique. Les comploteurs mettaient tous leurs efforts à aggraver la situation de l'ouvrier des mines. Les logements n'étaient pas réparés, les travaux dangereux s'accomplissaient dans une totale négligence et dans l'infraction des règles de sécurité les plus élémentaires. Au moment des comptes, les ouvriers étaient souvent dupés, offensés et consciemment poussés à faire grève. On renvoya des ouvriers « peu commodes ». Les comploteurs s'étaient infiltrés jusque dans la section ingénierie-technique des syndicats, ce qui leur donnait la possibilité d'écarter de la direction et du travail les ouvriers-*vydvizhency*, les communistes et les spécialistes loyaux envers la construction du socialisme.

L'enquête a révélé que les membres de l'organisation étaient financés par un centre de gardes-blancs à l'étranger.

Les criminels ont été arrêtés et placés sous bonne garde. L'accusation à leur encontre repose sur l'article 58/11 et 58/7⁷⁰. Au terme de l'enquête, l'affaire sera transmise à la Cour Suprême de l'U.R.S.S.

*Les passages soulignés correspondent aux thèmes étudiés dans l'article.

⁶⁹ Machine pratiquant des coupures dans le front d'abattage d'une mine.

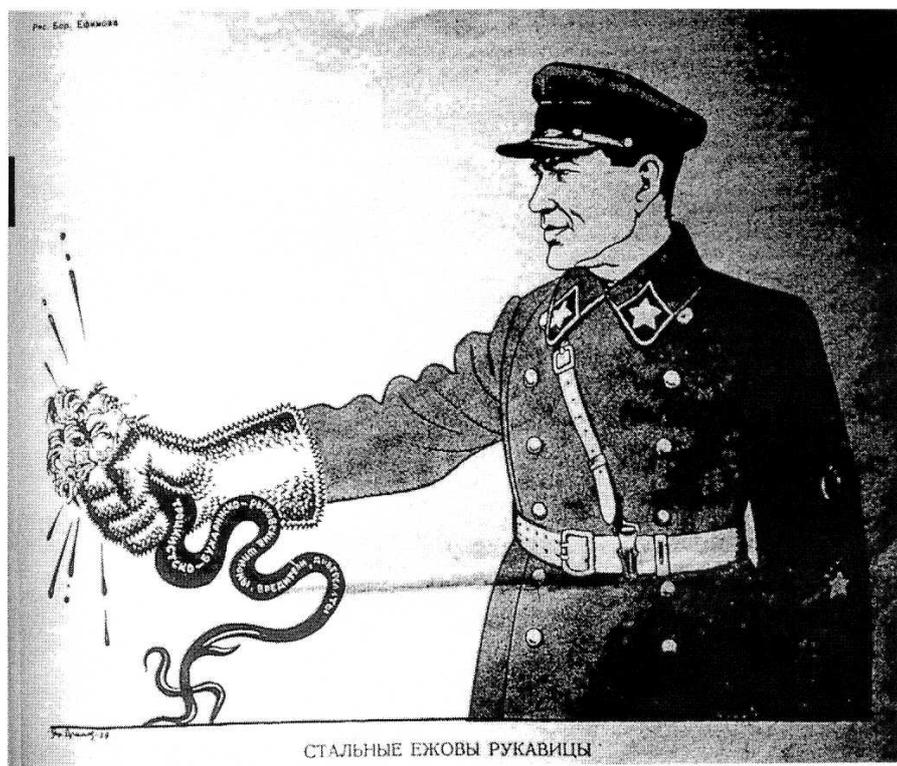
⁷⁰ Code Pénal de l'U.R.S.S. (1926) : « **article 58-XI** : Activité organisée destinée à préparer ou réaliser l'un des crimes cités, participation à une organisation contre-révolutionnaire. **Article 58-VII** : Le sabotage de l'industrie nationale, des transports, du commerce, des échanges financiers ou du système de crédit ainsi que tout acte accompli dans un but contre-révolutionnaire dans le cadre des responsabilités du prévenu au sein des institutions ou des entreprises d'État afin de servir leurs anciens propriétaires ou des organisations capitalistes intéressées entraînent les *peines de l'article 58-II* »

ANNEXE 2



Couverture d'une édition « populaire » des *Protocoles des Sages de Sion*, Office de propagande Nationale (direction : Henry Coston), Paris, sans date (1938)

ANNEXE 3

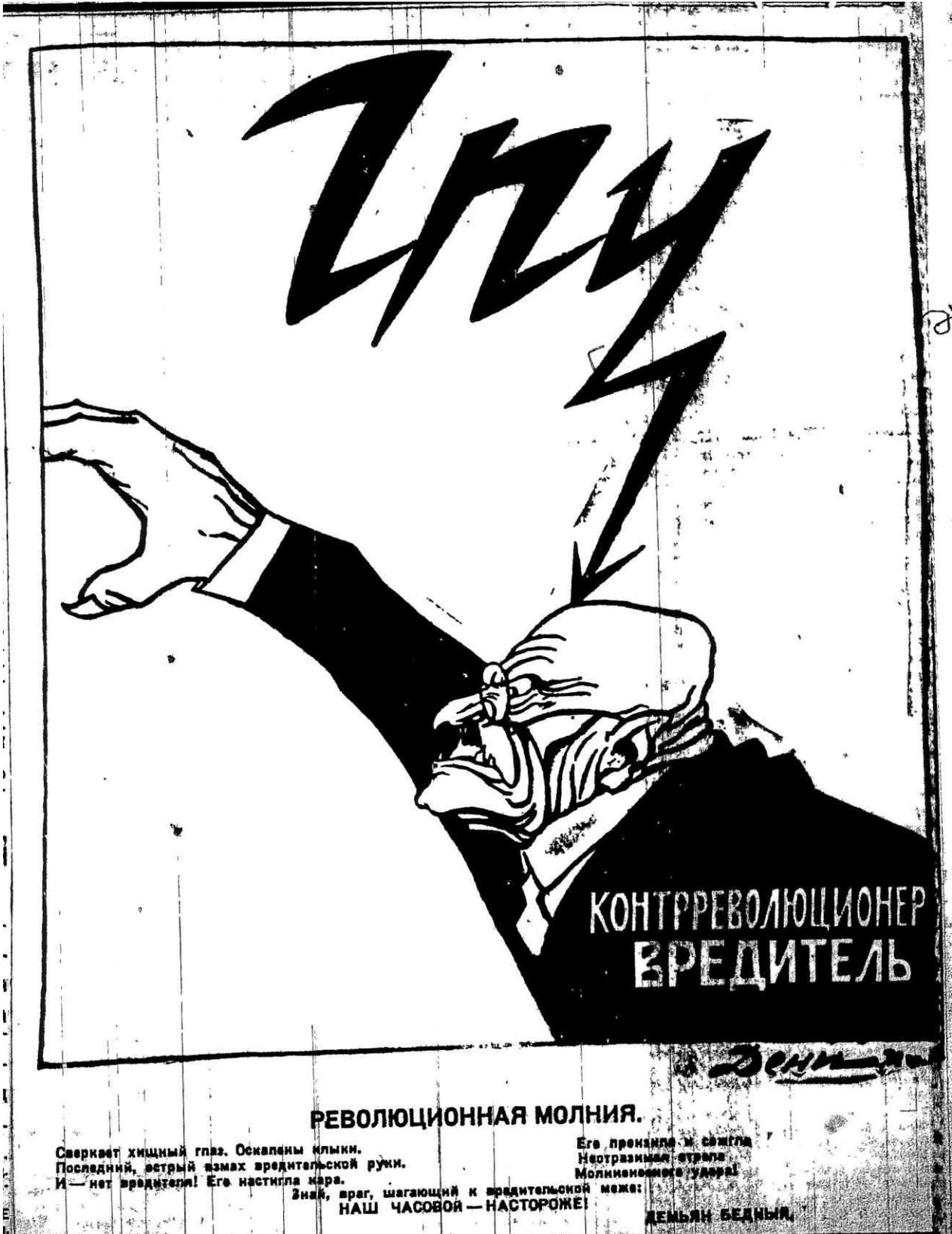


EFIMOV (Boris), « Le poing d'acier de Ežov »

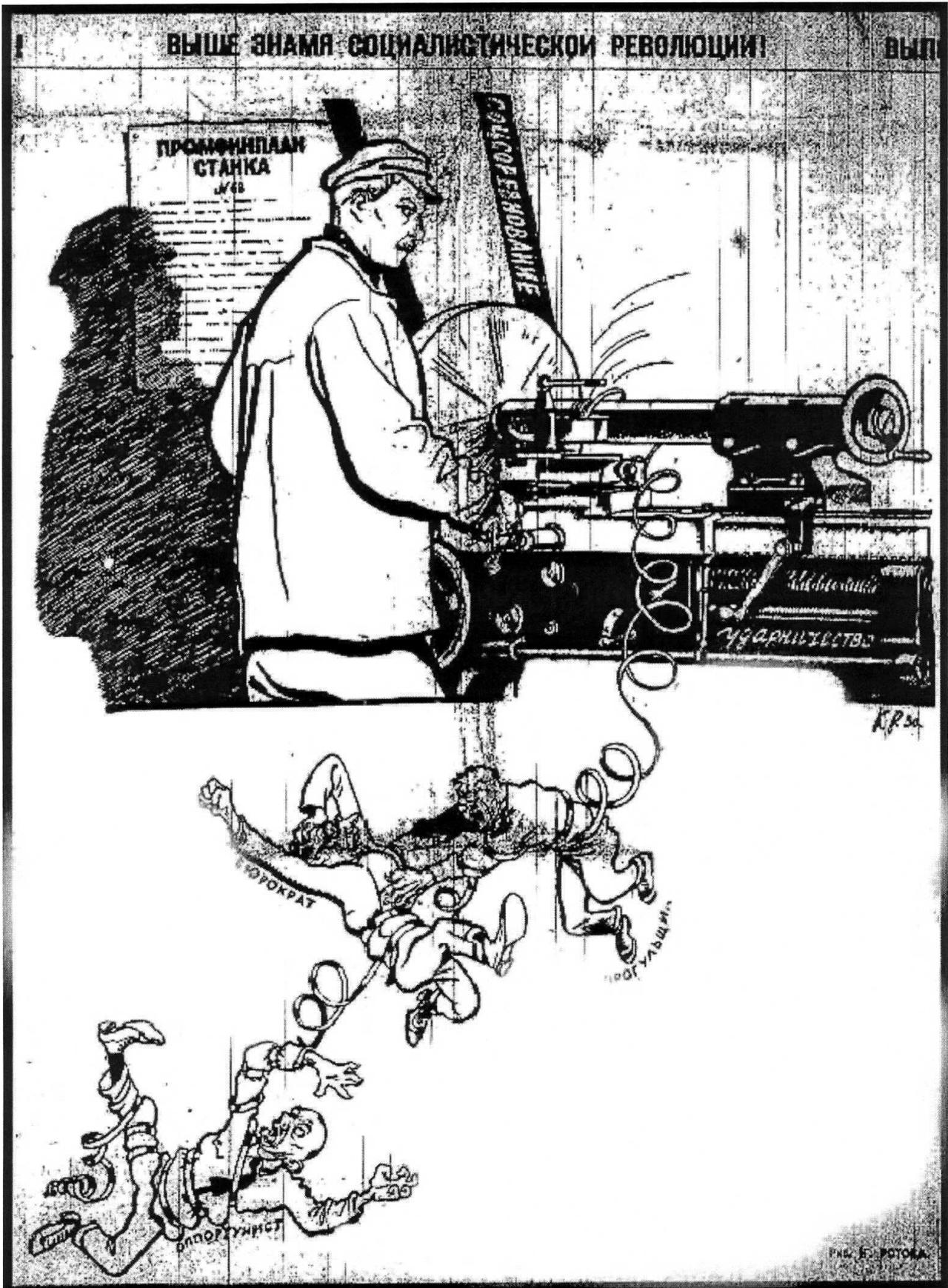
(le serpent incarne les « espions, saboteurs, diversionnistes trotskisto-boukharino-rykoviens »)

La documentation photographique, n°8003, juin 1998, page 41

ANNEXE 4 : Pravda, 27 septembre 1930



ANNEXE 5 : Pravda, 1^{er} octobre 1930 (« Une »)



ANNEXE 6

CONSERVER LE SECRET D'ÉTAT ET LE SECRET DU PARTI !

Les qualités essentielles du bolchevik, enracinées au fil des décennies pénibles de la clandestinité de l'époque impériale par notre Parti héroïque et au fil des années de guerre civile et de construction triomphale du socialisme sont la vigilance révolutionnaire, la prudence extrême à l'égard de l'ennemi et la dévotion totale à la patrie. A l'aube du mouvement ouvrier, Lenin enseigna au Parti à « porter l'organisation révolutionnaire, la discipline et la technique conspiratrice au degré d'excellence le plus élevé ». Et ces facultés remarquables du bolchevisme – l'organisation, une discipline rigoureuse, la technique du complot – ont été exploitées et perfectionnées par le Parti au cours de plusieurs décennies.

Parmi les armes de pointe de l'organisation révolutionnaire et de la discipline, la capacité à conserver le secret du Parti et de l'État figure au rang des plus terribles. L'histoire de notre Parti est jalonnée d'épisodes brillants tirés de la vie de bolcheviks clandestins qui n'ont jamais livré à l'ennemi le secret du Parti et qui n'ont jamais mis en défaut la conspiration. Et ensuite, sur les fronts de la guerre civile, les communistes ont fourni, à travers leur attitude devant l'ennemi, des exemples sublimes : opiniâtreté, dévotion à l'ouvrier, à la classe au nom de laquelle des milliers et des milliers de personnes, parmi les meilleurs fils du peuple, ont versé leur sang.

Ces liens étroits et indestructibles remontent aux jours lointains, mais chers à notre cœur, de la clandestinité bolchevique lorsque se créèrent les bases du Parti de Lenin et de Stalin, et ils se prolongent jusqu'aux jours présents, les jours heureux de l'édification d'une société socialiste par les efforts de millions de bolcheviks, membres du Parti ou non. Les glorieuses traditions bolcheviques exigent de chaque communiste qu'il conserve loyalement et rigoureusement le secret du Parti. L'obligation directe de chaque citoyen d'Union soviétique, le devoir du bolchevik (qu'il soit ou non membre du Parti) est de conserver le secret d'État.

Nous vivons et nous travaillons dans un encerclement capitaliste hostile. Il ne faut jamais, même un instant, perdre ce fait de vue. Les ennemis ont tenté, et tenteront à nouveau d'utiliser la moindre faille de notre appareil, ils mettront tout en œuvre – duplicité, flatterie, servilité, alcool – afin de s'introduire dans notre confiance et nous soutirer les secrets de notre puissance.

La notion même de secret du Parti et de l'État possède infiniment plus de signification aujourd'hui que pendant les années de clandestinité. Notre Parti guide et organise les travailleurs, c'est lui qui dirige la puissance croissante et inébranlable de l'État. Ainsi, la moindre infraction aux lois soviétiques qui nous enjoignent de respecter le secret d'État entraîne la trahison de la patrie et porte préjudice aux intérêts et au destin de millions de travailleurs.

Chaque communiste doit retenir une fois pour toutes qu'il n'existe pas de grands et de petits secrets du Parti. L'ennemi est à la poursuite de n'importe quel secret concernant la vie du Parti, de n'importe quelle information de caractère économique et défensif. Un secret infime, insignifiant à première vue, qui serait communiqué à un grand nombre d'individus et parviendrait – intentionnellement ou non, cela ne fait aucune différence – jusqu'à l'ennemi ruinerait notre puissance.

La constitution stalinienne du socialisme triomphant dit que la défense de la nation constitue le devoir sacré de chaque citoyen de l'U.R.S.S. Trahir la patrie signifierait rompre son serment, passer du côté de l'ennemi et porter préjudice à la puissance militaire nationale ; ce serait de l'espionnage, exigeant d'être puni avec toute la sévérité de la loi en tant que crime de haute gravité.

[...]

Une maladie stupide, la désinvolture, entraîne à sa suite d'autres maux : la distraction, la bienveillance opportuniste, l'esprit petit-bourgeois, la tendance aux bavardages et aux ragots. La négligence petite-bourgeoise engendre la crédulité et la loquacité, caractéristiques ignobles du petit-bourgeois, et le désir d'afficher devant l'épouse et les amis que « je sais tout »... Les ennemis, les espions utiliseront [ce travers] au mieux et parviendront sans « peine particulière » à recueillir les secrets d'État convoités. [...]

Pravda, 23 mars 1937